

**SELARL DURAND –
GRANDGONNET – MURIDI**
Avocats Associés – Case B55

Maître Floriane GASPERONI
Maître Eléonore CRUZ
Avocats Collaborateurs

**6 PLACE ROBERT SCHUMAN
38000 GRENOBLE**

☎ : **04.76.47.36.40**

☎ : **04.76.50.38.60**

E-MAIL : dgmavocats@yahoo.fr
(uniquement pour courrier urgent)

**Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE
Référé**

AFFAIRE : NOBILI -
VOSSIER/SARLCONSTRUCTION G.
MONTEFORTE
N° Dossier : 3181207

BORDEREAU DE SIGNIFICATION DE PIECES N°2

A LA REQUETE DE :

La SELARL DURAND - GRANDGONNET - MURIDI, Avocats Associés au Barreau de Grenoble, y demeurant 6, Place Robert Schuman – 38000 GRENOBLE, **représentée et postulant par le ministère de Maître Audrey GRANDGONNET** Avocat associé inscrit audit Barreau

AVOCAT DE :

Monsieur Stephen NOBILI et Madame Laura VOSSIER, demeurant 162 CHEMIN DES COCHETTES (38610) VENON,

LES PIECES SUIVANTES dont il entend faire état dans la présente procédure :

- 6. Ensemble des documents de la DP**
- 7. Plans**
- 8. Coupes et façades**
- 9. DOC**
- 10. Comptes rendus et échanges par courriels**
- 11. Travaux réglés par les consorts NOBILI VOSSIER**
- 12. Liste des intervenants**

Fait à Grenoble le 11/10/2019

SOUS TOUTES RESERVES

DP03853317 00010

24 MARS 2017



ATELIER D'ARCHITECTURE SEBASTIEN VIRET
122. Rte de Brg St Christophe 01360 BELIGNEUX
Port. 06 88 74 93 77
Email: sebastien@viret-architecte.fr
ORDRE DES ARCHITECTES RHONE-ALPES N°rhoS01610

Mme Sylviane TEYSSONNEYRE

25 Avenue Bruno Larat
26100 ROMANS-SUR-ISERE

MODIFICATION D'UNE MAISON EXISTANTE

162 Chemin des Cochettes
38610 VENON

DECLARATION
PREALABLE



16.03.2017



PRE APS APD DPC PCG DCE MDT VISA DET AOR DOE



Mairie de Venon

La Chappe - 38610 Venon
tel : 04 76 89 44 11
fax : 04 76 59 32 70
E-mail : secretariat@venon.fr

M. NIBILI Stephen et Melle VOSSIER
Mme TEYSSONNEYRE
157 Ancienne Route Napoléon
38320 BRIE et ANGONNES

N/Réf. : DP2017.03.054

Venon,
Le 17 juillet 2017

Dossier n° : DP 038 533 17 0 0010

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 7 juillet dernier, nous vous avons remis en mairie l'arrêté mentionnant un accord à votre déclaration préalable.

Veuillez trouver ci-joint :

- Un exemplaire du dossier,
- L'avis de la régie assainissement de Grenoble Alpes Métropole,
- L'avis d'ENEDIS,
- Le compte-rendu de l'architecte conseil,
- Les recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain,
- La déclaration d'ouverture de chantier, à déposer en mairie dès le début des travaux,
- La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, à déposer en mairie en fin de chantier.

Comme indiqué en page 2 de l'arrêté, vous devez installer sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Restant à votre disposition,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Françoise GERBIER,
Maire de Venon
Conseillère Départementale
P/o Delphine BALDUCCI
Adjoint Administratif



Horaires d'ouverture de la mairie

Le lundi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00, le mardi de 09h00 à 12h30, le vendredi de 09h00 à 14h00



**ACCORD D'UNE DECLARATION
PREALABLE A LA REALISATION DE
CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON
SOUVIS A PERMIS DE CONSTRUIRE
PORTANT SUR UNE MAISON
INDIVIDUELLE ET/OU SES ANNEXES
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

ARRETE N° :

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Dossier déposé le vendredi 24 mars 2017	N° DP 38533 17 00010
Par : TEYSSONNIERE Sylviane Représenté par	<u>Surface de plancher</u> existante : 260 m ²
Demeurant à : 25 Avenue Bruno Larat 26100 ROMANS SUR ISERE	créée : 0 m ² démolie : 0 m ²
Pour : Modifications des ouvertures	<u>Nombre de logements</u>
Sur un terrain sis à : 162 CHEM DES COCHETTES Cadastré : AH1	Destination :

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes susvisée ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification d'ouverture et la transformation du logement existant en deux logements,
- sur un terrain situé 162 chemin des cochettes à VENON (38610) ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 11/02/2000 et modifié les 7 mars 2008, 15 juillet 2009, 11 février 2010 et 18 septembre 2015;

Vu la carte des risques naturels de la commune de VENON en application de l'article R111-3 du code de l'urbanisme ;

Vu les pièces complémentaires déposées le 19 juin 2017 ;

Vu l'avis favorable des Régies Eau et Assainissement en date du 03 juillet 2017

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 14 avril 2017,

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.**

Article 2 :

Le demandeur reste tenu de s'assurer que son projet respecte toute législation ou réglementation spécifique à sa construction.

Le terrain est situé en zone de sismicité 4 (moyenne). Les règles de construction respecteront les prescriptions de l'arrêté du 22 octobre 2010 et du décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique.

La rénovation des réseaux existants et le raccordement aux divers réseaux publics sera à la charge du demandeur.

Article 3 :

Les prescriptions émises par les services consultés seront strictement respectées (cf. copies jointes) :

Eaux usées :

Le raccordement des eaux usées s'effectuera sur le réseau en lieu et place du raccordement existant. Les réseaux privés devront si besoin être mis en conformité avec la réglementation en vigueur.

Eaux pluviales :

Conformément au projet présenté, les eaux seront dirigées vers un système de rétention puis rejeté dans un puits perdu, implanté en domaine privé. Cet ouvrage devra être correctement dimensionné et régulièrement entretenu.

Eau potable :

Le présent projet ne mentionne pas la réalisation d'un nouveau branchement ni la modification du branchement existant. Cependant, chaque logement aura un compteur individuel en limite intérieure de propriété ou en gaine technique et conforme au règlement du service public de l'eau potable.

Electricité :

L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'ENEDIS (l'électricité en réseau) à instruit cette demande sur une hypothèse d'une puissance de raccordement **de 12 kVA monophasé**. La contribution pour l'augmentation de la puissance éventuelle sera à la charge du demandeur si nécessaire.

La position des coffrets devra être validée par ENEDIS à la demande de raccordement.

ENEDIS facturera la contribution financière pour l'extension en servitude et pour le branchement au demandeur du raccordement, lorsque celui-ci en fera la demande.

Fait à VENON

Le 7 juillet 2017

Françoise GERBIER

Maire de Venon



011210

VILLE DE VENON
Service urbanisme réglementaire
La Chappe
38610 VENON

Grenoble, le 10 JUL. 2017

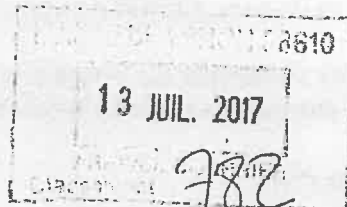
Direction déléguée aux services techniques
et à la qualité urbaine
Régies eau et assainissement

Dossier suivi par

Administratif : Emilie PELLET ☎ : 04.76.59.56.59
Technique : Charlotte PAPOT ☎ : 04.76.59.57.61
Djamila LAZREG ☎ : 04.56.58.53.87

Courrier arrivée n°17- par mail

Références internes : Dossier eau n°B22250



Objet : DP0385331700010
TEYSSONNEYRE Sylviane

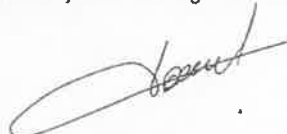
Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint l'avis délivré par les régies eau et assainissement de Grenoble Alpes Métropole concernant le dossier cité en objet.

Pour rappel, la PRE a été supprimée et remplacée par la PFAC (participation financière pour l'assainissement collectif). Je vous remercie d'indiquer dans l'arrêté de l'autorisation d'urbanisme que le projet est soumis à la PFAC, sans en indiquer le montant. Une copie de l'arrêté de l'autorisation d'urbanisme délivré par la commune devra être communiquée à la régie assainissement dans les plus brefs délais.
Afin de permettre une bonne gestion administrative, toute modification, transfert ou annulation de l'autorisation devra être signalé à la régie assainissement pour que la procédure de recouvrement de la PFAC puisse être lancée, modifiée ou abandonnée.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le directeur adjoint de la régie assainissement,



Pierre-Louis DOUCET

AVIS EAU ET ASSAINISSEMENT

Délivré par les régies eau et assainissement de Grenoble Alpes Métropole

Adresse du projet : 162 Chemin des Cochettes 38610 VENON

Nature du projet : Modifications d'ouvertures ajout d'une sortie de cheminée et création d'un deuxième logement dans une maison individuelle. Document complémentaire

Demandeur : TEYSSONNEYRE Sylviane

Les plans et éléments de cet avant-projet ont été remis aux régies eau et assainissement le : 30/06/2017

Ils ont fait l'objet d'un avis le : 03/07/2017

OBSERVATIONS PARTICULIERES RELATIVES AU PROJET PRESENTE

Avis eaux usées : FAVORABLE SOUS CONDITION

Le raccordement des eaux usées s'effectuera sur le réseau public en lieu et place du raccordement existant. Les réseaux privés devront si besoin être mis en conformité avec la réglementation en vigueur.

Rappel : le projet sera soumis à la PFAC.

Avis eaux pluviales : FAVORABLE

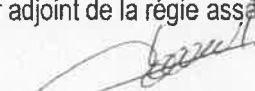
Conformément au projet présenté, les eaux pluviales seront dirigées vers un dispositif de rétention puis rejeté dans un puits perdu, implanté en domaine privé. Cet ouvrage devra être correctement dimensionné et régulièrement entretenu.

Avis eau potable : FAVORABLE SOUS CONDITION

Le présent projet ne mentionne pas la réalisation d'un nouveau branchement ni la modification du branchement existant. Cependant chaque logement aura un compteur d'eau individuel en limite intérieure de propriété ou en gaine technique et conforme au règlement du service public de l'eau potable.

D'une manière générale, il sera fait application du règlement du service public d'assainissement collectif adopté le 14 décembre 2012 et du règlement du service public de l'eau potable adopté le 18 décembre 2015.

Le directeur adjoint de la régie assainissement,


Pierre-Louis DOUCET

Enedis - DR Alpes

Téléphone : 04 38 12 18 74
Télécopie : 04 38 12 28 00
Courriel : enedis-cuau-sillonalpin@enedis-grdf.fr
Interlocuteur : DELORME Jacques

MAIRIE
LA CHAPPE
SERVICE URBANISME
38610 VENON

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

GRENOBLE, le 10/04/2017

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme DP0385331700010 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 162, CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

Référence cadastrale : Section AH , Parcelle n° 1

Nom du demandeur : TEYSSONNEYRE SYLVIANE

Compte tenu des informations reçues concernant ce projet et sans précision particulière de votre part, nous considérons que cette réponse ne change en rien la réponse établie à l'autorisation d'urbanisme précédente (DP0385331520011). Toutefois la facturation des modifications se fera avec la demande de raccordement à la charge du pétitionnaire.

Cette réponse reste valable sur la base des hypothèses précédentes pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Jacques DELORME
Votre conseiller

1/1

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Enedis - DR Alpes
11 rue Félix Esclapart
38000 GRENOBLE

enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement
Enedis-DirRAC-DOC-AU6.4 V.3.0



Recommandations relatives à la prise en compte du risque de glissement de terrain

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un risque faible de glissement de terrain qui nécessite l'adaptation de votre construction à la nature de ce risque (site du projet et terrains environnants) ainsi que des terrassements qui lui sont liés.

Cette adaptation pourra être utilement définie par une étude géotechnique de sol confiée à un bureau d'études spécialisé. Un exemple de modèle de cahier des charges vous est donné ci-dessous : il devra être adapté à la situation des lieux d'une part, aux caractéristiques du projet ainsi qu'aux modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation (y compris entretien des installations) d'autre part.

CAHIER DES CHARGES SOMMAIRE DE L'ETUDE GEOTECHNIQUE DE SOL

Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation de votre projet au terrain, en particulier le choix du niveau et du type de fondation ainsi que certaines modalités de rejets des eaux. Menée dans le contexte géologique du secteur, elle définira les caractéristiques mécaniques du terrain d'emprise du projet, de manière à préciser les contraintes à respecter, d'une part pour garantir la sécurité du projet vis-à-vis de l'instabilité des terrains et des risques de tassement, d'autre part pour éviter toute conséquence défavorable du projet sur le terrain environnant.

Dans ces buts, l'étude géotechnique se préoccupera des risques liés notamment aux aspects suivants :

- instabilité due aux terrassements (déblais-remblais) et aux surcharges : bâtiments, accès,
- conception des réseaux et modalités de contrôle ultérieur à mettre en place, avec prise en compte du risque de rupture de canalisations inaptes à résister à des mouvements lents du sol,
- en l'absence de réseaux aptes à recevoir les eaux usées, pluviales et de drainage, entraînant leur rejet dans un exutoire superficiel, impact de ces rejets sur ce dernier et mesures correctives éventuelles (ex. : maîtrise du débit)
- définition des contraintes particulières pendant la durée du chantier (terrassements, collecte des eaux).

Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de faire vérifier la bonne conformité du projet avec les conclusions de l'étude géotechnique par le bureau ayant réalisé cette dernière.

IMPORTANT :

La prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

REMARQUE : Les dispositions retenues en matière de gestion des eaux usées, pluviales, de drainage devront être compatibles avec les dispositions du schéma d'assainissement et du schéma d'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, s'ils existent, ainsi qu'avec les règles définies par les documents d'urbanisme et/ou par la réglementation en vigueur.

 ORIGINAL

Formulaire d'attestation de la prise en compte de la réglementation thermique au dépôt de la demande de permis de construire et, pour les bâtiments de plus de 1000 m², de la réalisation de l'étude de faisabilité
(uniquement dans le cas d'une opération dont la date de dépôt de PC est supérieure ou égale au 1/1/2015)



DP.03853317 00010

24 MARS 2017



MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE L'HABITAT DURABLE

www.logement.gouv.fr

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

www.developpement-durable.gouv.fr

Handwritten signature

Je soussigné : Mr MONTEFORTE G

représentant de la société G. MONTEFORTE

situé à :

Adresse	15 RUE VICTOR HUGO 15 RUE VICTOR HUGO		
Code postal	38320	Localité	EYBENS

Agissant en qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'œuvre(*), si le maître d'ouvrage lui a confié une mission de conception de l'opération de construction suivante :

VENON Projet Clima-Win - 27-12-2015

Située à :

Adresse	162 CH DES COCHETTES		
Code postal	38610	Localité	VENON

Référence(s) cadastrale(s) : PARCELLE: 000 / SECTION: AH / NUMERO 1

Coordonnées du maître d'œuvre (optionnel) :-

Adresse	-		
Code postal	-	Localité	-

Atteste que :

Selon les prescriptions de l'article L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation, au moment du dépôt de permis de construire :

- Disposition 1 : L'opération de construction suscitée a fait l'objet d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie (bâtiment de plus de 1000 m²)
- Disposition 2 : L'opération de construction suscitée prend en compte la réglementation thermique.

Les éléments ci-après apportent les précisions nécessaires à la justification des dispositions 1 et 2

(*) Au sens du présent document, par maître d'œuvre, on entend : architecte, bureau d'études thermiques, promoteur ou constructeur

estimation de la réalisation de l'étude de faisabilité pour les bâtiments de plus de 1000 m² et de la prise en compte de la réglementation thermique au dépôt de la demande de permis de construire.

POSITION 2 : REGLEMENTATION THERMIQUE

Chapitre 1 : Données administratives

Surface du bâtiment

Valeur de la surface thermique au sens de la RT (S_{RT}) en m ²	306.00
Valeur de la surface habitable (SHAB) en m ² (maison individuelle ou accolée et bâtiment collectif d'habitation)	242.50
Valeur de la S_{RT} en m ² du bâtiment existant (dans le cas des extensions ou surélévation)	-

Chapitre 2 : Exigences de résultat

Besoin bioclimatique conventionnel

B_{bio} :	74.90	$B_{bio_{max}}$:	87.80
$B_{bio} \leq B_{bio_{max}}$:	OUI		

Chapitre 3 : Exigences de moyen

Surface des baies y compris les portes (maison individuelle ou accolée et bâtiment collectif d'habitation)

Surface de baies, en m ² :	41.28
Respect de l'exigence de l'article 20 du 26 octobre 2010 modifié par l'arrêté du 11 décembre 2014 :	OUI

La fiche d'application « Partie nouvelle d'un bâtiment existant (extension) » dispense-t-elle du respect de cette exigence de moyen ?

Le respect de cette règle est-elle en contradiction avec l'autorisation d'urbanisme dans le secteur concerné : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, abords des monuments historiques, sites inscrits et classés, sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, toute autre préservation édictée par les collectivités territoriales, ainsi que pour les immeubles désignés par le 2e du III de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme ? NON



DP.03853317 00010

24 MARS 2017

Handwritten signature

Recours à une source d'énergie renouvelable (maison individuelle ou accolée)

Quel mode de recours à une source d'énergie renouvelable est prévu ?

Capteurs solaires thermiques d'au moins 2 m ² pour la production d'eau chaude sanitaire <i>Remarque : les capteurs solaires doivent être orientés au sud au sens de la réglementation thermique, soit selon une orientation comprise entre le sud-est et le sud-ouest en passant par le sud, y compris les orientations sud-est et sud-ouest</i>	NON
Raccordement à un réseau de chaleur alimenté à plus de 50% par une énergie renouvelable ou de récupération	NON
Contribution des énergies renouvelables supérieure ou égale à 5 kWh _{EP} /(m ² .an) Préciser les énergies renouvelables envisagées : PAC CHAUFFAGE + ECS EMISSION VIA PLANCHER EC ET RAD	OUI

Solutions alternatives :

Appareil électrique individuel de production d'eau chaude sanitaire thermodynamique	NON
Production de chauffage et/ou d'eau chaude sanitaire assurée par une chaudière à micro-cogénération à combustible liquide ou gazeux	NON

La fiche d'application « Partie nouvelle d'un bâtiment existant (extension) » dispense-t-elle du respect de cette exigence de moyen ?

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
13, rue Victor Hugo
38120 EYBENS
Port: 03 12 35 24 00
Siret 531 870 840 00012 - APE 7490 A

La personne ayant réalisé l'attestation

Le 14/03/2017

Signature

Pour information, le projet sera soumis à la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) dont le montant vous sera communiqué ultérieurement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le terrain

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

• **Références cadastrales¹** : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3)

Préfixe : 0 0 0 Section : A H Numéro : 1 1 1 1

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 4703

• **Adresse du terrain**

Numéro : 162

Voie : CHEMIN DES COCHETTES

Lieu-dit :

Localité : VENON

Code postal : 3 8 6 1 0 BP : Cedex :

Si ce terrain est situé dans un lotissement, cochez cette case ☐

Cette donnée, qui est facultative, peut toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

**4 - Le projet****4.1 - Nature de votre projet (cochez la ou les cases correspondantes)**

☐ Nouvelle construction

Type d'annexe créée :

☐ Piscine

☐ Garage

☐ Véranda

☐ Abri de jardin

Autre (précisez) :

☒ Travaux sur une construction existante

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

Autre (précisez) : Modifications d'ouvertures

☐ Clôture

Courte description de votre projet (facultatif) :

Modifications apportées par rapport à la précédente déclaration préalable (DP n°038 533 15 2 011) : des ouvertures sont modifiées, ainsi que l'escalier d'accès existant démolit car en mauvais état, une sortie de cheminée est ajoutée en toiture, et un deuxième logement est créé.

Votre projet concerne : ☒ votre résidence principale ☐ votre résidence secondaire

4.2 - Surfaces de plancher (vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces)

Si votre projet modifie la surface de plancher, indiquez :

• la surface de plancher existante : 260

• la surface de plancher créée : 0

• la surface de plancher supprimée : 0

5 - Engagement du déclarant

J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable. (Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes propriétaire ou co-indivisaire du terrain ou si vous avez l'autorisation ou un mandat du ou des propriétaires).

Je soussigné(e), auteur de la déclaration préalable, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette déclaration préalable serviront, en cas de création de surfaces nouvelles, au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

A Eyben

Le : 16.05.17

Signature du déclarant

Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires signés et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires signés supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Pour les déclarations portant sur un lotissement ou une division foncière non soumis à permis d'aménager, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13702.
Pour les déclarations portant sur d'autres constructions et travaux non soumis à permis de construire, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13404.

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☐

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) :



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une déclaration préalable

**Constructions et travaux non soumis à permis de construire
portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes**



Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre déclaration, vous pouvez vous référer à la notice explicative jointe et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Vous devez fournir deux dossiers complets dans le cas général. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si votre projet est situé dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...)¹

Chaque dossier doit comprendre un exemplaire du formulaire de déclaration accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre demande, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R.423-2a) du code de l'urbanisme].

En outre, cinq exemplaires supplémentaires des pièces DP1, DP2 et DP3 doivent être fournis, quand ces pièces sont nécessaires à l'instruction de votre demande, afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A.431-9 du code de l'urbanisme].

Attention : toutes les pièces ne sont pas à joindre systématiquement pour tout projet soumis à déclaration préalable. Seule la pièce DP1 (plan de situation) est à joindre obligatoirement, dans tous les cas.

1) Pièce obligatoire pour tous les dossiers :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> DP1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a) du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier
+ 5 exemplaires supplémentaires |
|--|---|

2) Pièces complémentaires à joindre selon la nature de votre projet :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> DP2. Un plan de masse coté dans les 3 dimensions [Art. R.431-36 b) du code de l'urbanisme]
A fournir si votre projet crée une construction ou modifie le volume d'une construction existante (exemples : véranda, abri de jardin...) | 1 exemplaire par dossier
+ 5 exemplaires supplémentaires |
| <input type="checkbox"/> DP3. Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction par rapport au profil du terrain [Art. R.431-10b) du code de l'urbanisme]
À fournir si votre projet modifie le profil du terrain (exemple : piscine enterrée...) | 1 exemplaire par dossier
+ 5 exemplaires supplémentaires |
| <input type="checkbox"/> DP4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10a) du code de l'urbanisme]
À fournir si votre projet les modifie (exemple : pose d'une fenêtre de toit, création d'une porte...). Inutile pour un simple ravalement de façade. | 1 exemplaire par dossier |
| <input type="checkbox"/> DP5. Une représentation de l'aspect extérieur de la construction faisant apparaître les modifications projetées [Art. R.431-36c) du code de l'urbanisme]
À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour montrer la modification envisagée. | 1 exemplaire par dossier |

3) Pièces à joindre si vous créez ou modifiez une construction visible depuis l'espace public ou si votre projet se situe dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques :

(En dehors des périmètres de protection des monuments historiques, ces pièces doivent, par exemple, être fournies pour une piscine couverte ou une véranda qui sera visible depuis la rue mais elles ne sont pas utiles, par exemple, pour une piscine non couverte qui ne se verra pas depuis l'espace public).

- | | |
|---|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c du code de l'urbanisme] ² | 1 exemplaire par dossier |
| <input type="checkbox"/> DP7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ² | 1 exemplaire original par dossier |
| <input type="checkbox"/> DP8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain, sauf si vous justifiez qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ² | 1 exemplaire original par dossier |

¹ Vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

² Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

4) Pièces complémentaires à joindre selon la situation de votre projet :

Si votre projet porte sur des travaux dans un monument historique inscrit, dans un immeuble adossé à un monument historique classé, dans un immeuble situé en secteur sauvegardé, en abords de monument historique, en zone de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/>	DP11. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14, R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/>	DP11-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, en justifiant que vous remplissez certains critères de performance énergétique :

<input type="checkbox"/>	DP12-1. Un document attestant que le projet respecte les critères de performance énergétique [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	DP12-2. Un engagement d'installer des équipements de production d'énergie renouvelable ou de pompe à chaleur [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/>	DP13. Une justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la déclaration préalable vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>	DP14. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet est accompagné d'une demande de dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/>	DP14-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/>	DP15. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/>	DP16. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	---	--------------------------

Si votre projet porte sur des travaux exécutés à l'intérieur d'un bâtiment situé dans un secteur sauvegardé dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur n'est pas approuvé ou dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur a été mis en révision :

<input type="checkbox"/>	DP17. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux [Art. R. 431-37 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

<input type="checkbox"/>	DP22. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--------------------------	--	--------------------------



ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions



*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition d'un bâtiment adossé à un immeuble classé au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Des photographies faisant apparaître l'ensemble des parties extérieures et intérieures du bâtiment adossées à l'immeuble classé [Art. R. 451-4 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A9. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte à l'immeuble classé [Art. R. 451-4 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour une déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

19 JUIN 2017

D P 03 853317 00010
Dpt Commune Année N° de dossier



1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être obligatoirement renseignées, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : 0 m²

Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement : 0 m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables(1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)	1	0	0
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert

Pour la réalisation des ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (5) (6) ?

Ou ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? 312 m². Quel est le nombre de logements existants ? 1

1.2.3 Création d'abris de jardin, de pigeonniers et colombiers

Quelle est la surface taxable (1) créée ? m²

1.3 - Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :

Superficie du bassin de la piscine, créée par le projet : m²

1.4 - Redevance d'archéologie préventive

Veuillez préciser la profondeur du(des) terrassement(s) nécessaire(s) à la réalisation de votre projet

au titre des locaux : 0

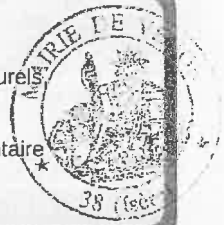
au titre de la piscine : 0

au titre des emplacements de stationnement : 0

.5 - Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☐

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☐



2 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> F3. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F4. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F5. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F6. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F7. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

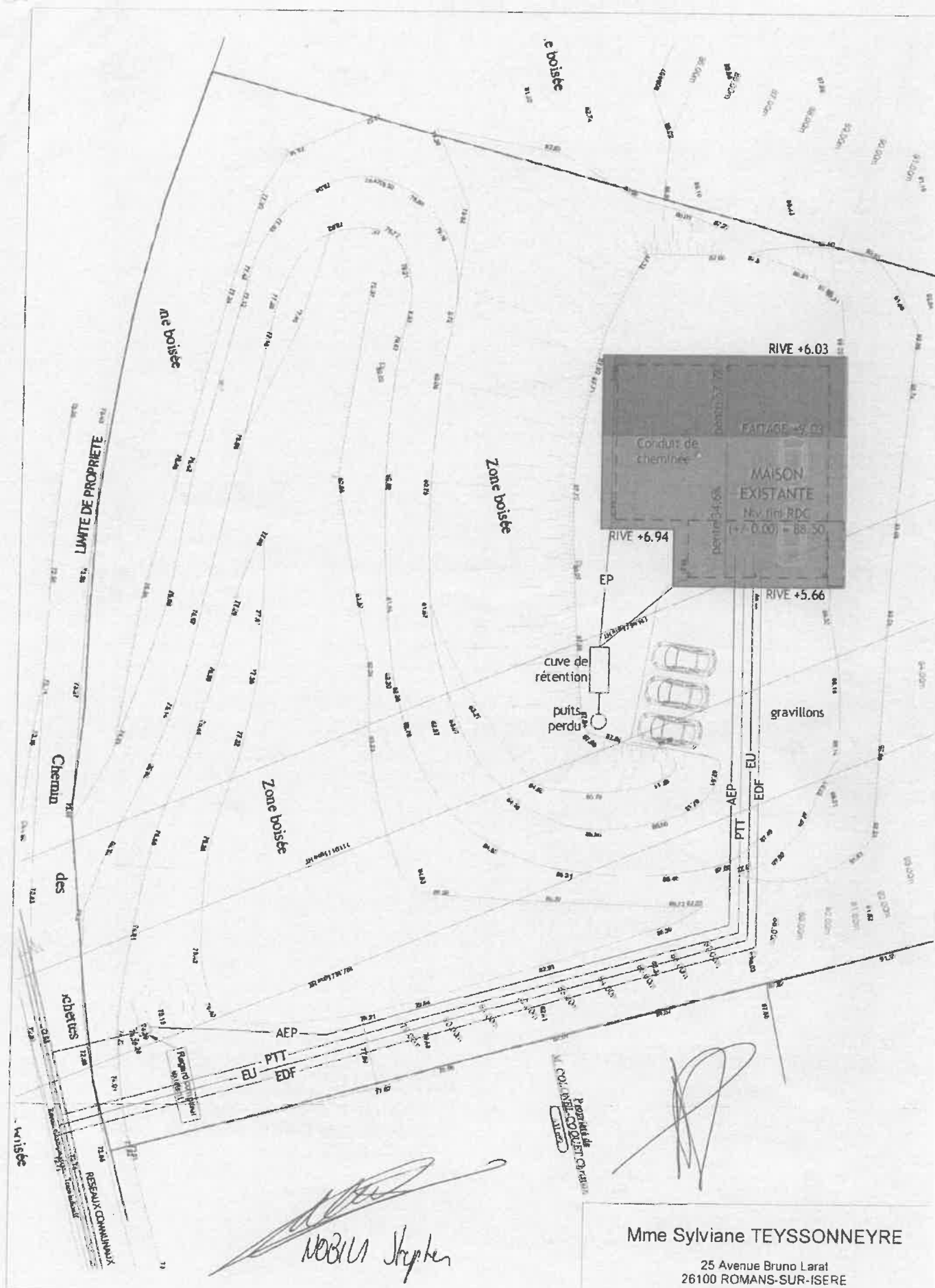
3 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date 16.05.17

Nom et Signature du déclarant

Vossier

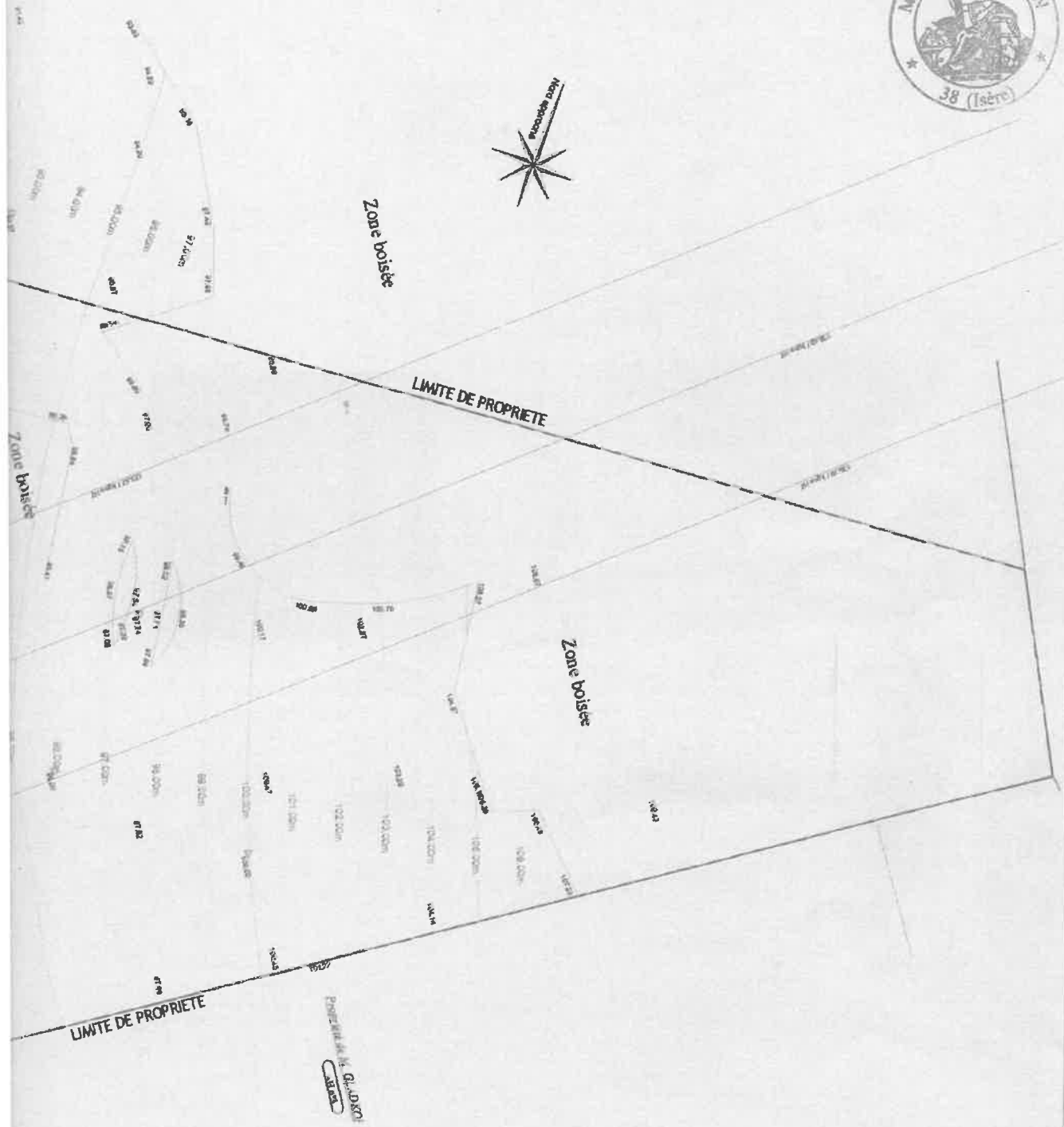


Mme Sylviane TEYSSONNEYRE

25 Avenue Bruno Larat
26100 ROMANS-SUR-ISERE

DP038533170 0010

12 JUIN 2017



SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
 15, rue Victor Hugo
 38320 EYBENS
 Tél. 06 12 35 24 00
 Siret 531 876 610 00012 - APE 7490 A

SV EURL d'Architecture
 122 Rte de B. St Christophe
 01360 BELLEFLEUX
 Atelier d'Architecture Tél. 06 96 74 93 77
 Sébastien Viret N° ordre Rhône-Alpes mOS 01610
 www.viret-architecte.fr Siret 499 104 636 00026

MODIFICATION D'UNE MAISON
 EXISTANTE
 162 Chemin des Cochettes
 38610 VENON

DP2

Le 06.06.17
 Ech: 1:300°

PLAN MASSE
 PROJET



2.24 2.40 1.95 2.40 1.06
2.05 1.25 all 90

F alu 2 V coulissants
allège fixe vitrée
tablette béton

F alu 2 V coulissants
tablette béton

F alu 2 V coulissants
tablette béton

F alu 2 V coulissants
tablette béton

SEJOUR/SAM
40.92 m²
HSP 238

PL

4.95

4.12

HSPoutre 212

ENTREE
18.23 m²
POUR
HAUTEUR
3.09

HSPoutre 212

CUISINE
18.87 m²
HSP 238

ENTREE
1 OCT R+1

F alu 2 V coulissants
scellé béton

Pf alu 2 V coulissants
scellé béton

F alu 2 V coulissants
tablette béton

F PVC 1 V
tablette béton

F PVC 1 V
allège fixe vitrée
tablette béton

2.24 2.40 1.25 60 2.01 80 81
1.05 all 110 all 130 2.05 all 10

10.34

AA

5



1

3

4

5

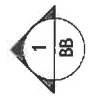
13.77

A

B

C

D



3.72

1.80

4.53

F 2 V avec meuble central
allège fixe vitrée
tablette béton

CHAMBRE 4
6.89 m²
LIMITE H1.8M

CHAMBRE 3
12.13 m²
LIMITE H1.8M

MEZZANINE
11.12 m²
garde-corps
conduct
Cheminée

VIDE SUR SEJOUR

4.01

3.56

4.01

CHAMBRE 2
11.34 m²
LIMITE H1.8M

W.C.

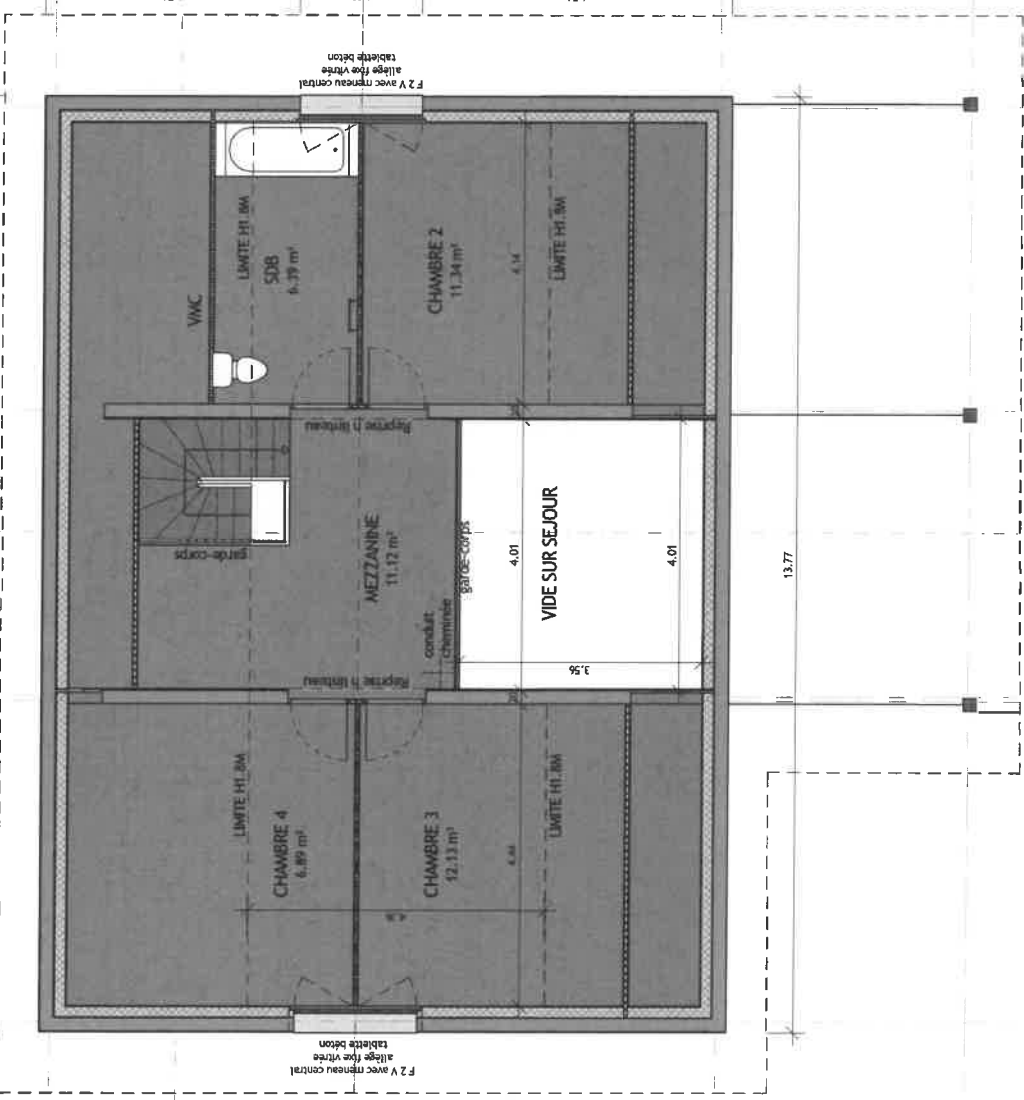
SDB
6.37 m²
LIMITE H1.8M

F 2 V avec meuble central
allège fixe vitrée
tablette béton

3.72

1.80

4.53



SURFACES HABITABLES		
Nom	Surface	Niveau

SEJOUR/CUISINE	45.51 m ²	Niveau 0 existant
CHAMBRE 1	12.77 m ²	Niveau 0 existant
CHAMBRE 2	10.94 m ²	Niveau 0 existant
LT/CELLIER	7.56 m ²	Niveau 0 existant
SDB/WC	5.55 m ²	Niveau 0 existant
ENTREE LGT 2	2.24 m ²	Niveau 0 existant
DGT	1.46 m ²	Niveau 0 existant

SEJOUR/SAM	40.92 m ²	Niveau 1 existant
CUISINE	17.20 m ²	Niveau 1 existant
CH. PARENTALE	15.19 m ²	Niveau 1 existant
ENTREE	14.99 m ²	Niveau 1 existant
CELLIER/BUAND/LT	9.48 m ²	Niveau 1 existant
DGT	5.61 m ²	Niveau 1 existant
SDE	3.91 m ²	Niveau 1 existant
WC	1.79 m ²	Niveau 1 existant
PL CUISINE	1.33 m ²	Niveau 1 existant
PL	0.98 m ²	Niveau 1 existant

CHAMBRE 3	12.13 m ²	Niveau 2 existant
CHAMBRE 2	11.34 m ²	Niveau 2 existant
MEZZANINE	11.12 m ²	Niveau 2 existant
CHAMBRE 4	6.89 m ²	Niveau 2 existant
SDB	6.39 m ²	Niveau 2 existant
Total:	245.31 m ²	

2

M. NOBILLI & Mme VOSSIER

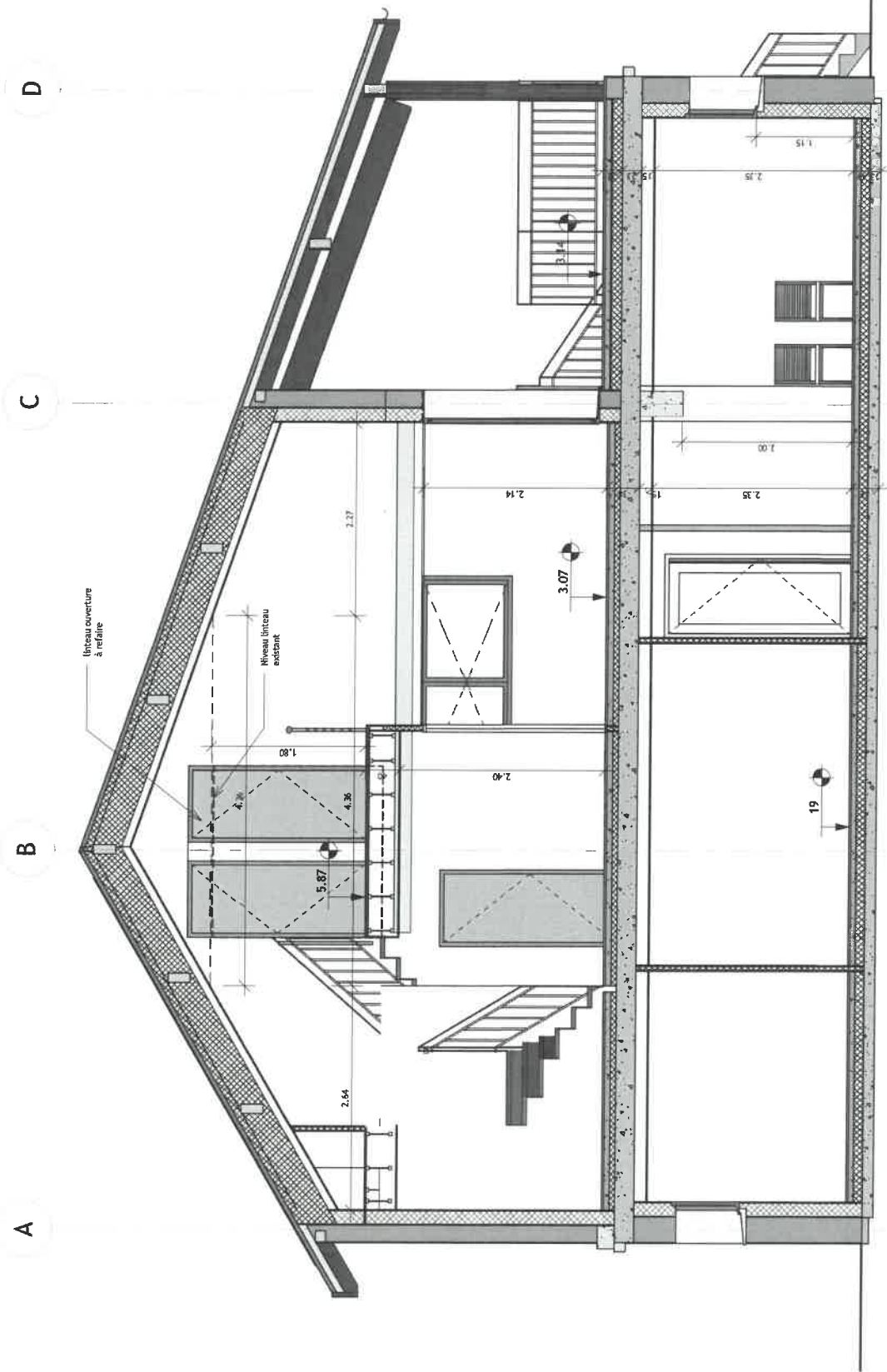
MODIFICATION D'UNE MAISON
182 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

PRE

Le 15.02.17
Ech: 1/75°

PLAN R+2
PROJET





SV

COUPE AA
PROJET

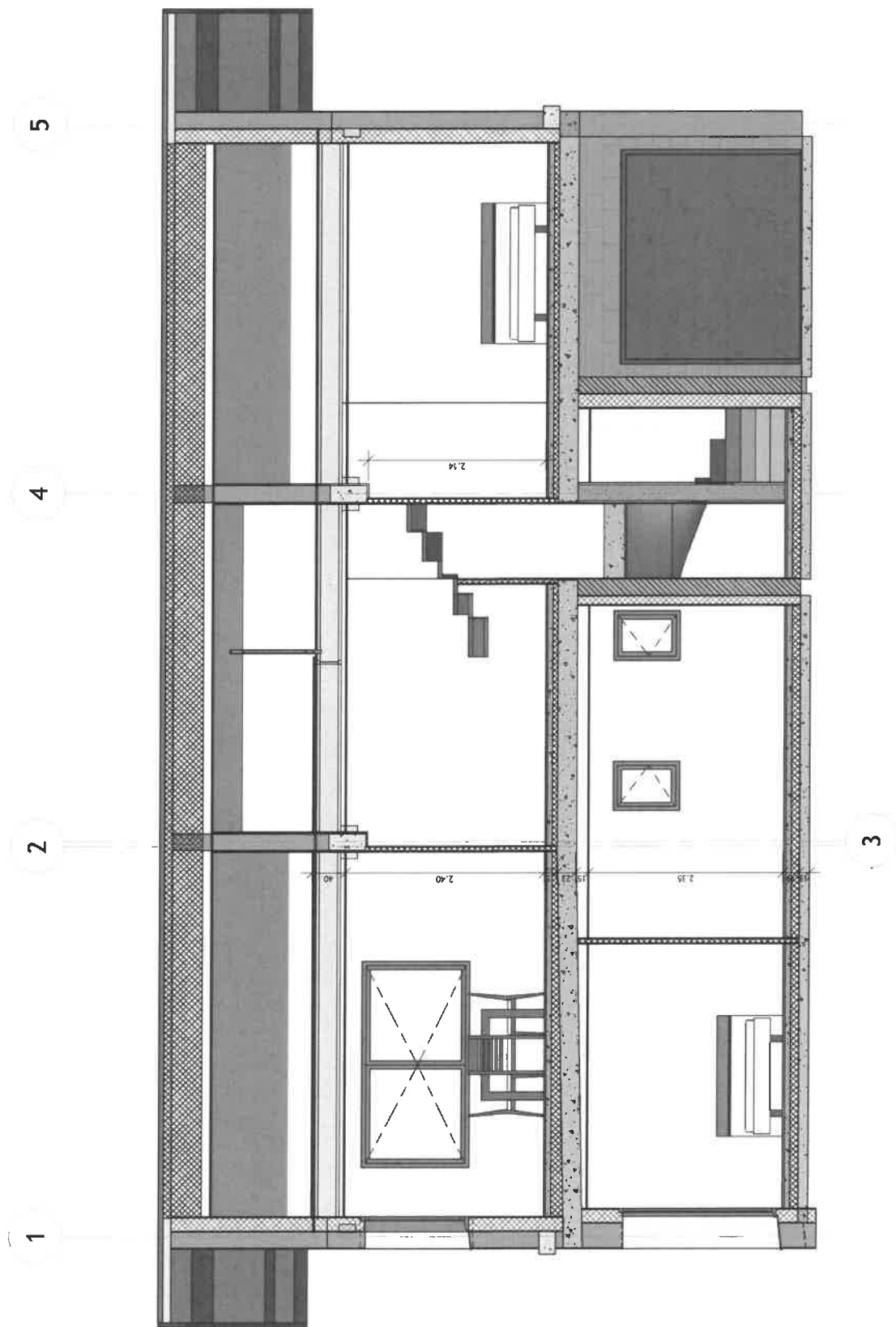
Le 15.02.17

Ech: 1/50°

PRE

MODIFICATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
39610 VENON

M. NOBILLI & Mme VOSSIER



M. NOBILLI & Mme VOSSIER

MODIFICATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

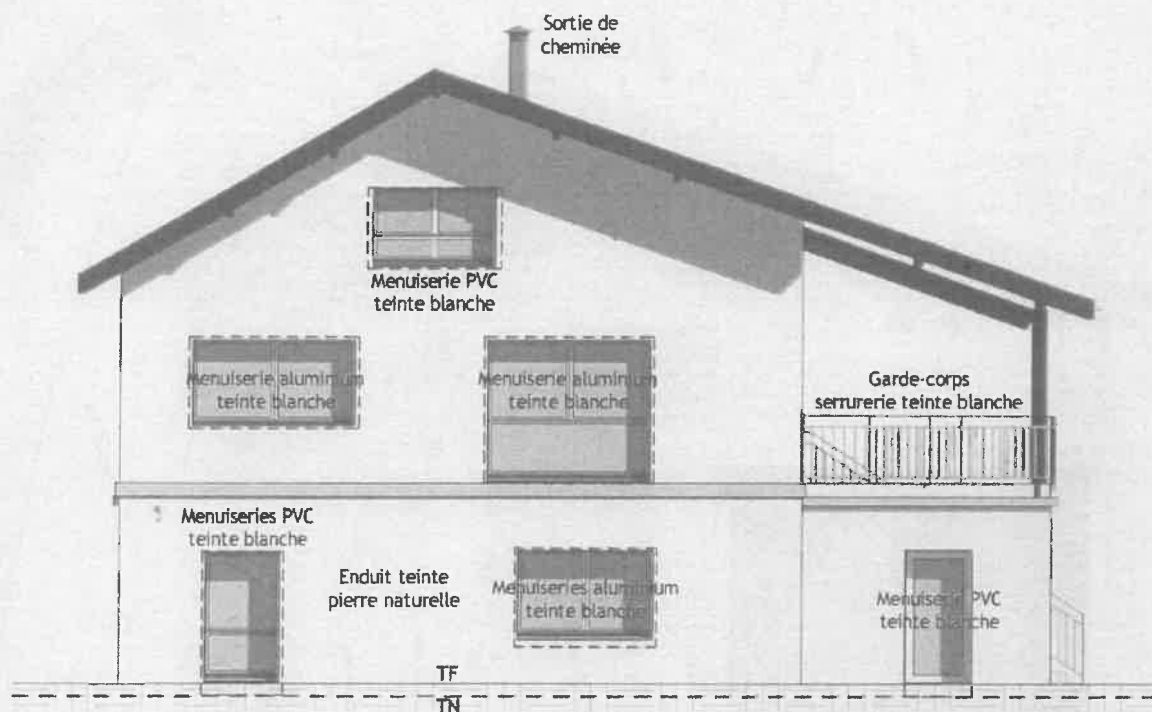
PRE

Le 15.02.17

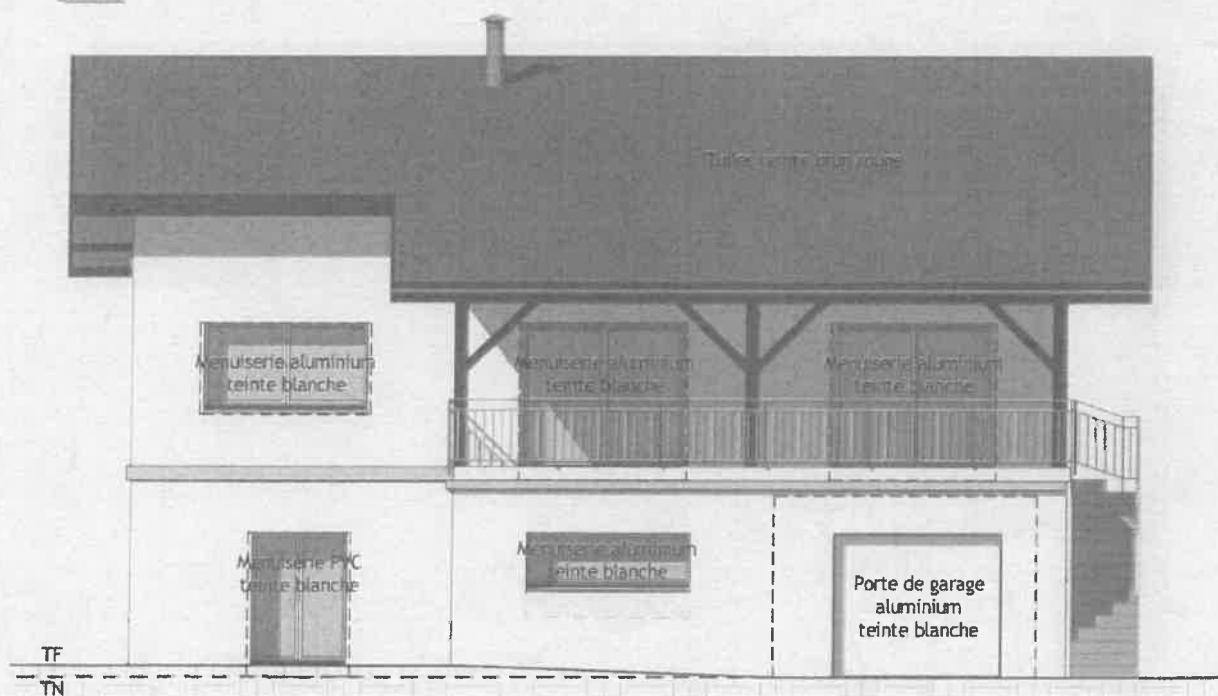
Ech: 1/50°

COUPE BB
PROJET





3 Elévation Ouest
Ech. 1 : 100



4 Elévation Sud
Ech. 1 : 100

SARL CONSTRUCTION 6 MONTEFORTE
 15, rue Victor Hugo
 38370 EYBENS
 Port. 06 12 35 24 00
 Siret 531 878 640 00012 - APE 7490 A

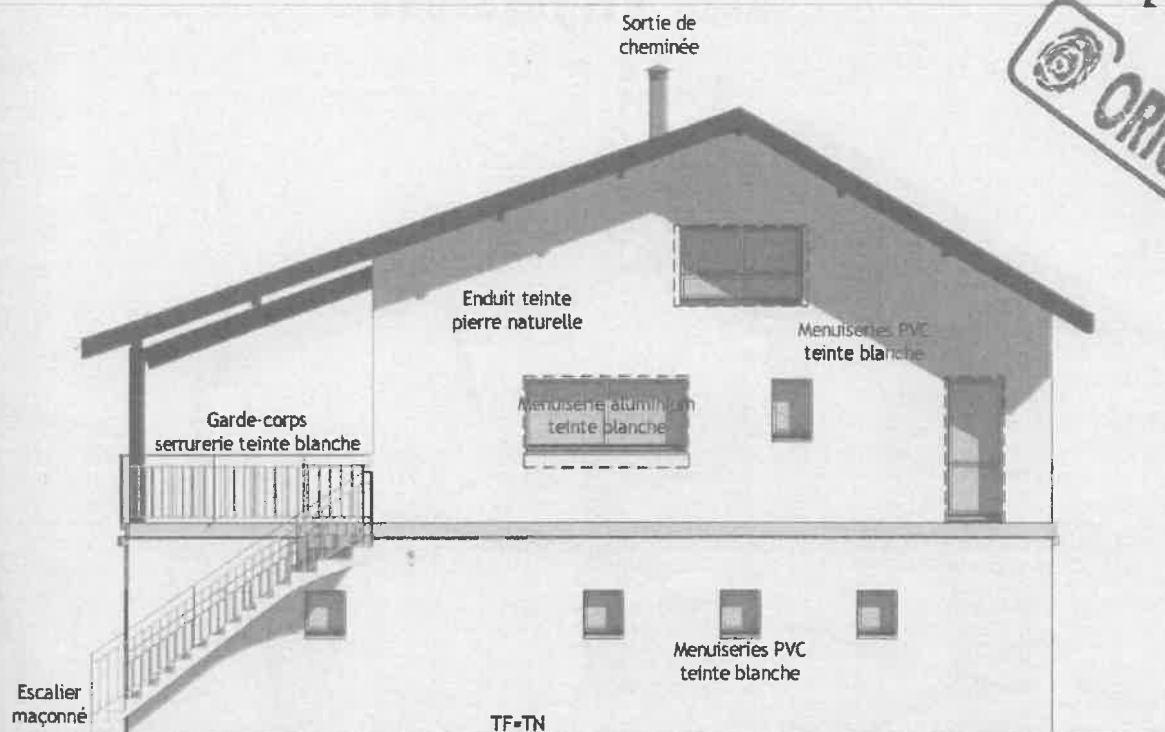
Mme Sylviane TEYSSONNEYRE

25 Avenue Bruno Larat
 26100 ROMANS-SUR-ISERE

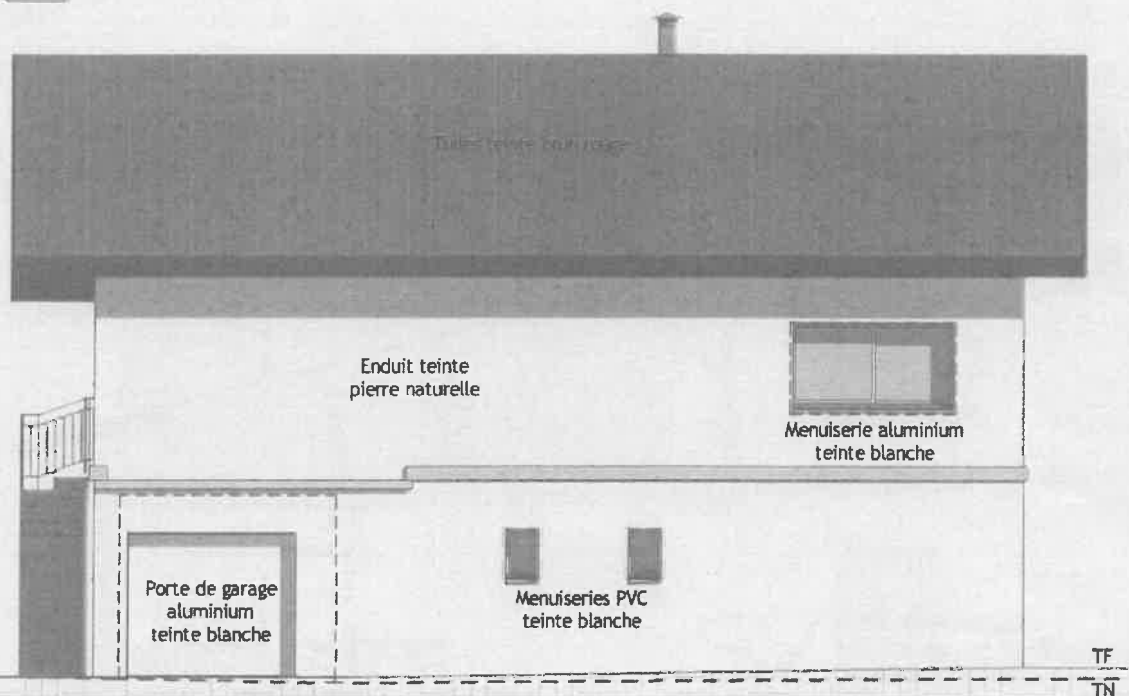
DP 03 853 3 17 00 010

24 MARS 2017

ORIGINAL



1 Elévation Est
Ech. 1 : 100



2 Elévation Nord
Ech. 1 : 100

MODIFICATION D'UNE MAISON
EXISTANTE
162 Chemin des Cochettes
38610 VENON

DP4

Le 16.03.17

Ech: 1/100°

FACADES
PROJET

SV

SV

DP03853317 00010

24 MARS 2017

SARL CONSTRUCTION C. MONTEFORTE

• 15, rue Victor Hugo
38320 EYBENS

• Port 06 42 35 24 00

Siret 531 870 840 00012 - APE 7490 A



ORIGINAL



Mme Sylviane TEYSSONNEYRE

25 Avenue Bruno Latat
26100 ROMANS-SUR-ISERE

MODIFICATION D'UNE MAISON
EXISTANTE

162 Chemin des Cochettes
38610 VENON

DP1

Le 16.03.17

Ech: 1/2000°

PLAN DE
SITUATION

SV



Imprimer

Enregistrer

Réinitialiser

Déclaration d'ouverture de chantier



1/2

cerfa

N° 13407*02



Déclarer que vous avez commencé les travaux
ou aménagements autorisés.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le 07082017

Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis

☒ Permis de construire ⇒ N° DP0385331700010

☐ Permis d'aménager ⇒ N°

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☒ Monsieur ☐

Nom : TEYSSONNENKE Prénom : Sylviane

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : Prénom :

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation).

Adresse : Numéro : 157 Voie : Ancienne Route Napoléon

Lieu-dit : Localité : BRIE et ANGONNES

Code postal : 38320 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : stefn38@hotmail.fr @

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le : 17072017

☒ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

Surface créée (en m²) : Néant.

Nombre de logements commencés : 2 dont individuels : 0 dont collectifs : 2

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) :

☐ Prêt à taux zéro :

☒ Autres financements : 2

Je certifie exactes les informations ci-dessus



À Eybens
Le : 27/07/2017

Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Déclaration d'ouverture de chantier

cerfa
N° 13407*02

Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le

Carpet de la mesa y señalamiento de:

1 - Désignation du permis

☒ Permis de construire ⇒ N° DP0385331700010

☐ Permis d'aménager ➡ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier

Madame ☒ Monsieur ☐

Nom : TEYSSONNEIRE

Prénom : Sylviane

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : _____ Catégorie juridique : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation)

Adresse : Numéro : 157 Voie : Ancienne Route Napoléon

Lieu-dit :

Localité : BRIE et ANGONNES

Code postal : 38320 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à

l'adresse suivante : stefn38@hotmail.fr

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le : 17 07 2017

☒ Pour la totalité des travaux☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :

Surface créée (en m²): Néant.

Nombre de logements commencés

dont individuels :

dont collectifs : 9

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : ☐ ☐ ☐ ☐

Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : _____

Prêt à taux zéro : ☐ ☐ ☐☒ Autres financements : 1 1 1 2

Je certifie exactes les informations ci-dessus

A Eybens
Le 21/07/2017



Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts)

Si vous êtes un particulier la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☐

ORIGINAL



SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

15, rue Victor Hugo

38320 EYRIENNES

Port. 05 42 35 24 00

Siret 531 600 640 00012 - APE 7430 A

SV

PLAN RDC
EDL

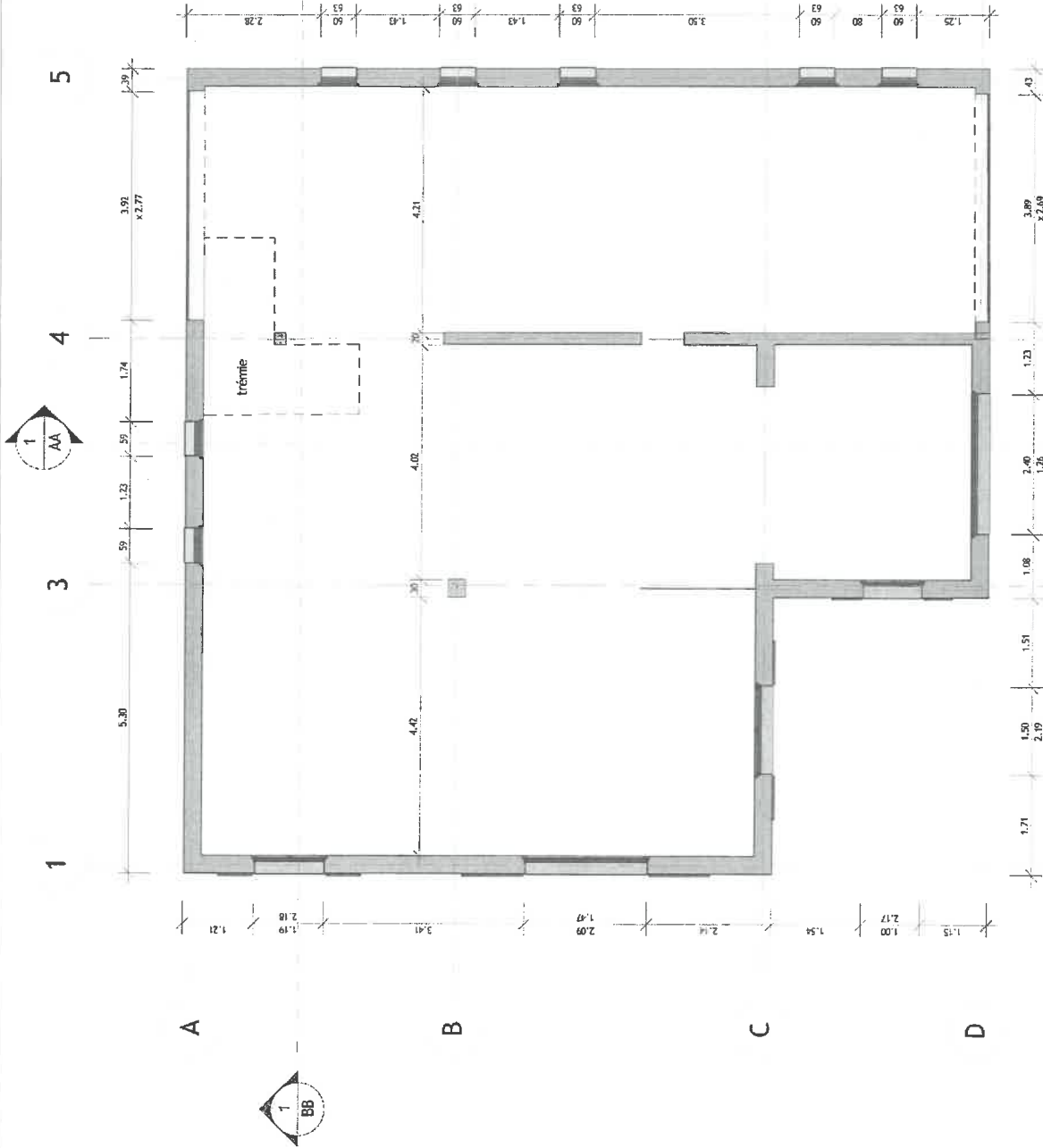
Le 28/12/16

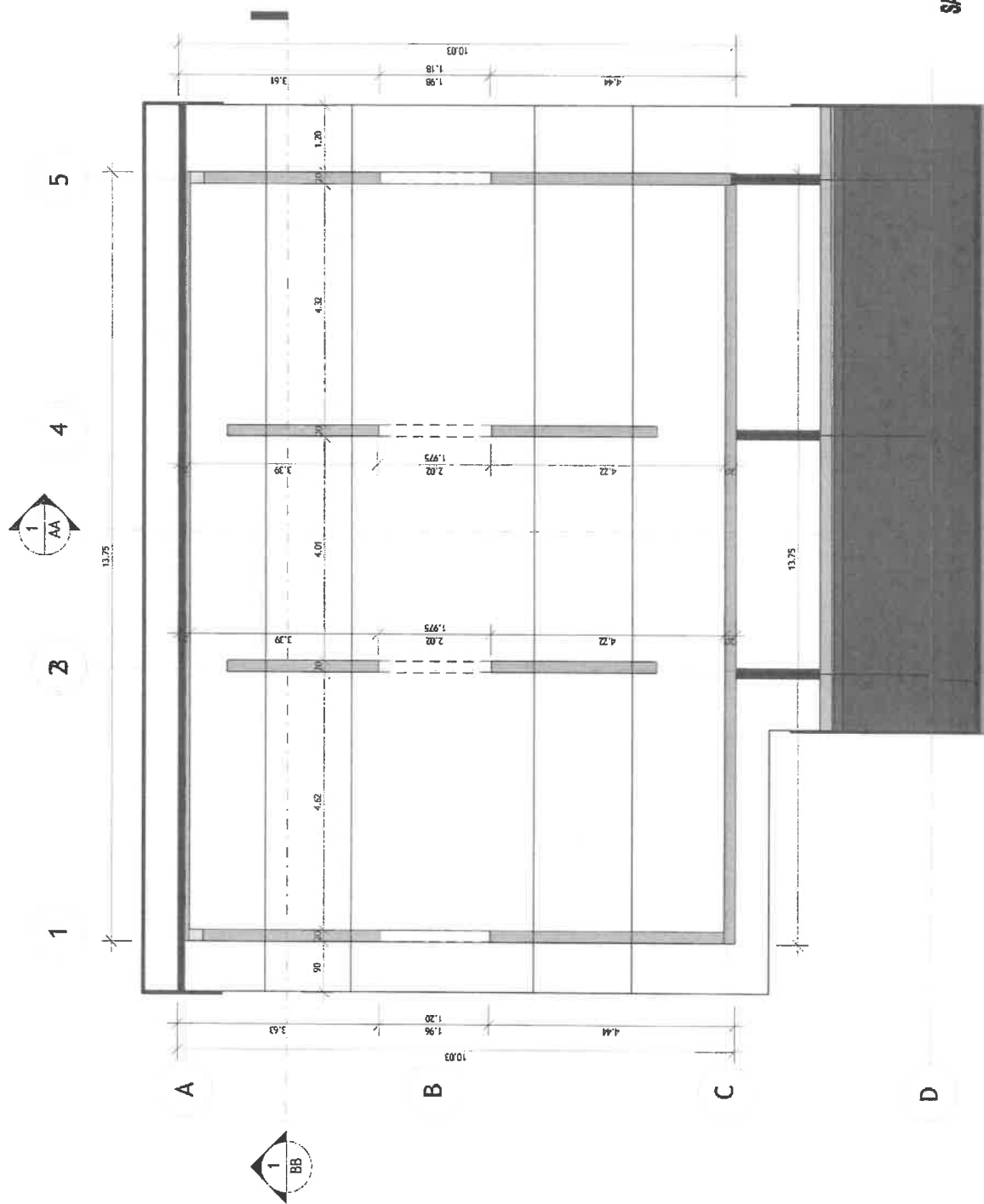
Ech: 1/75°

PRE

REHABILITATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
38510 VENON

M. NOBILI





SARL CONSTRUCTION G. MONTECORTE
15, rue Victor Hugo
38300 EYBENS
Port. 04 78 12 35 24 00
Siret 631 830 610 00012 - APE 7490 A



PLAN R+2
EDL

Le 28/12/16

Ech: 1/75°

PRE

REHABILITATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

M. NOBILI



SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor Hugo
38320 EXBENS
Port. 06 41 12 35 24 00
Siret 531 876 640 00012 - APE 7490 A



PLAN R+1
EDL

Le 28/12/16
Ech: 1/75°

PRE

REHABILITATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

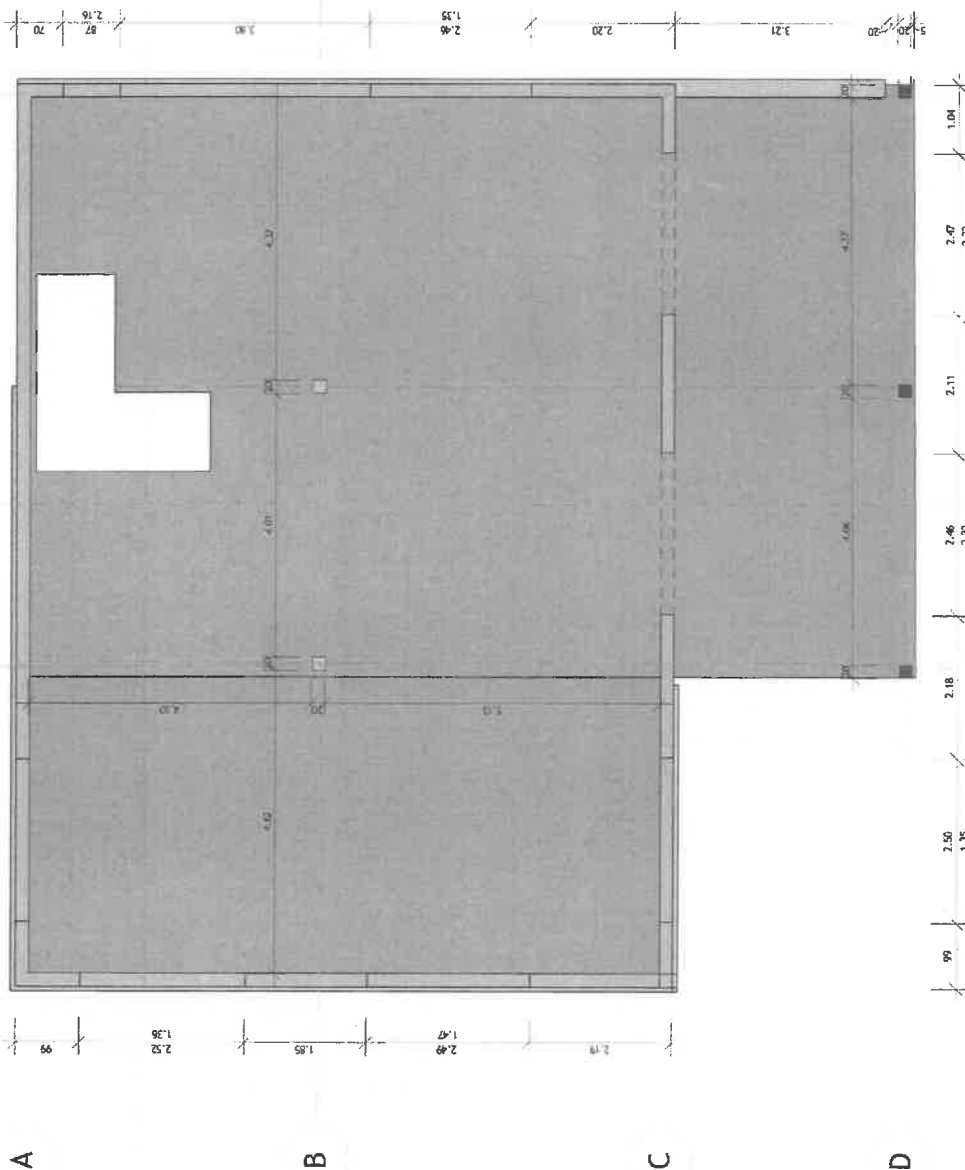
M. NOBILI

5

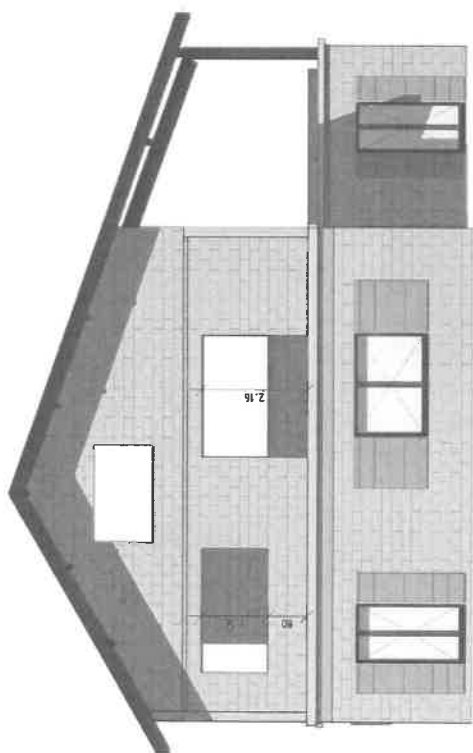
4

3

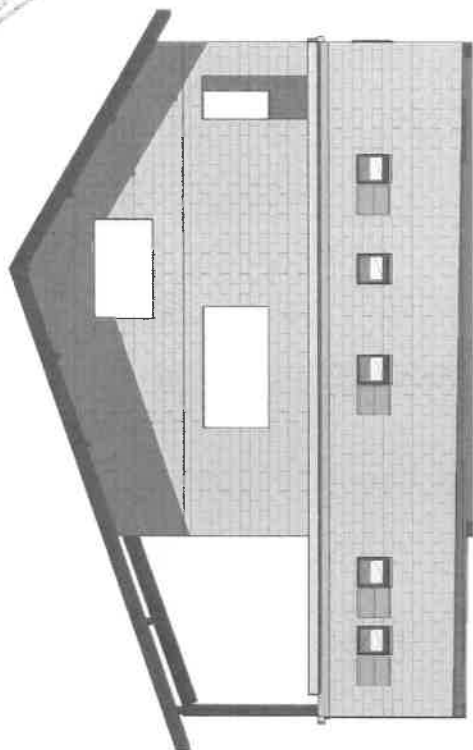
1



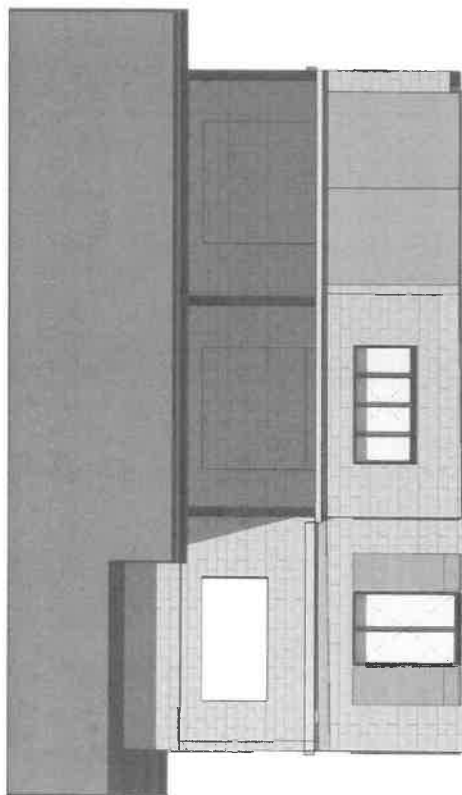
ORIGINAL



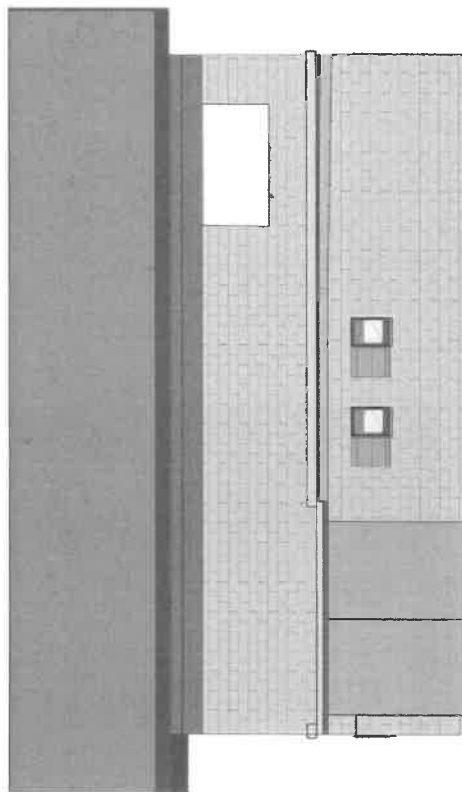
3 Elévation Ouest
Ech: 1:100



1 Elévation Est
Ech: 1:100



4 Elévation Sud
Ech: 1:100



2 Elévation Nord
Ech: 1:100

SARL CONSTRUCTION C. MONTEFORTE

15, rue Victor Hugo
38370 ST-BENES

Port. 06 12 35 24 00

Siret 831 870 640 00012 - APE 7490 A

FACADES
EDL

Le 28/12/16

Ech: 1/100°

REHABILITATION D'UNE MAISON
182 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

M. NOBILI

PRE



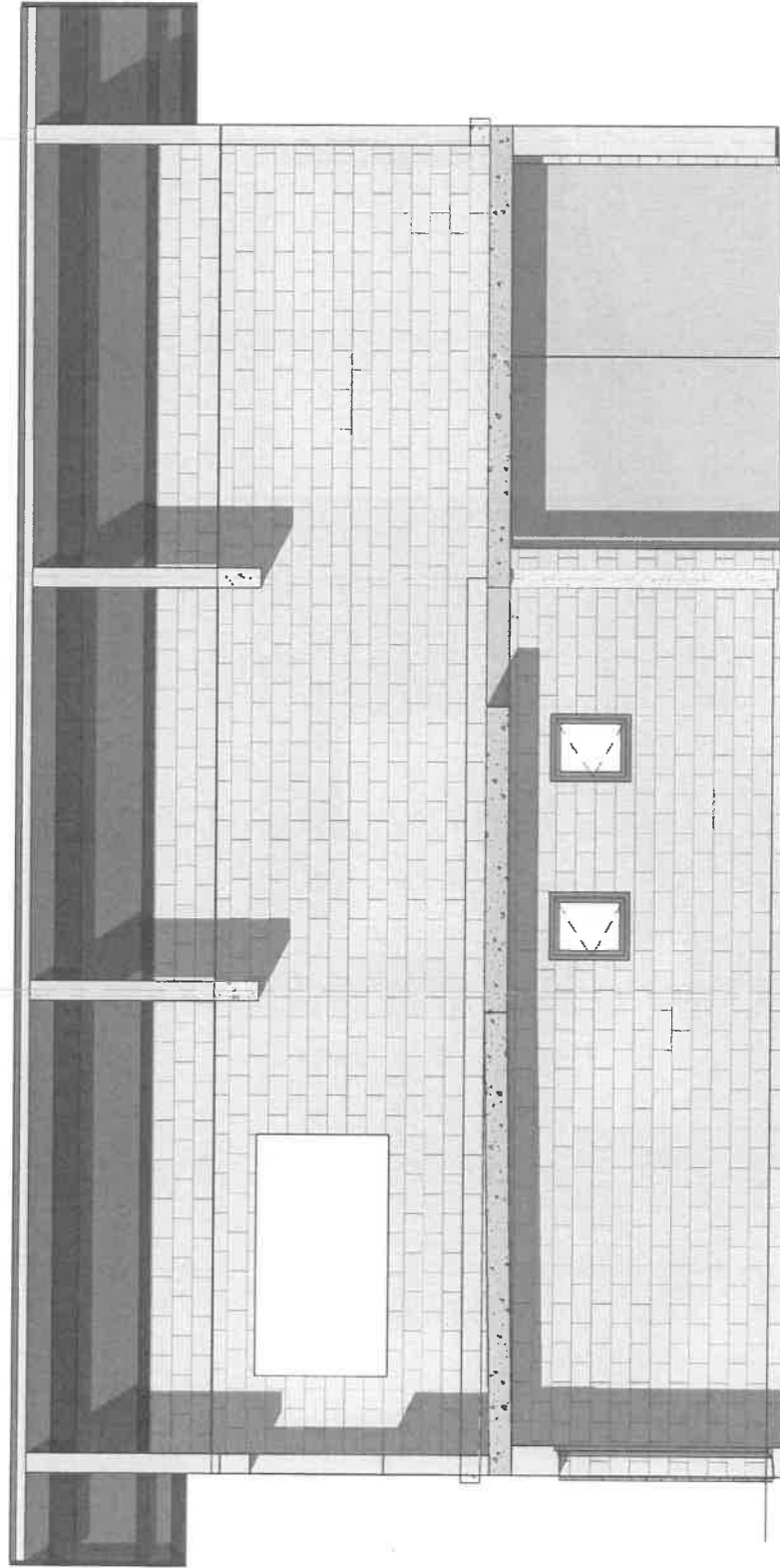
ORIGINAL

1

3

4

5



5.68
Niveau 2

2.92
Niveau 1

0
Niveau 0

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor-Hugo
38320 EXIBENS
Port. 06 12 36 24 00
Siret 831 870 600 0012 - APE 7490 A



COUPE BB
EDL

Le 28/12/16
Ech: 1/50°

PRE

REHABILITATION D'UNE MAISON
162 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

M. NOBILI

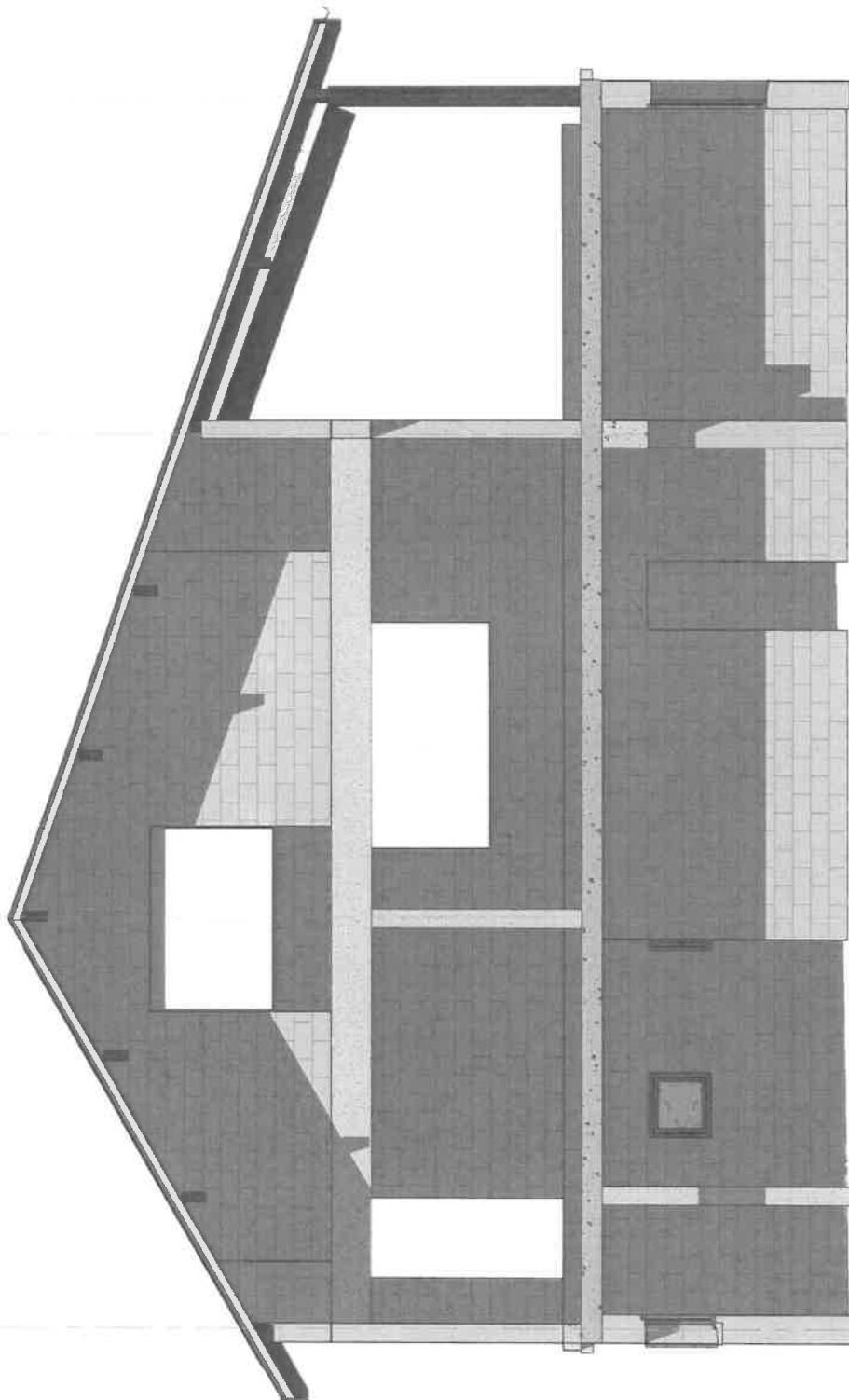


A

B

C

D



5.68
Niveau 2

2.92
Niveau 1

0
Niveau 0

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

15, rue Victor Hugo

38330 EYBENS

Port. 06 12 35 24 00

Siret 831 870 810 00012 - APE 7490 A

Le 28/12/16

PRE

REHABILITATION D'UNE MAISON

162 CHEMIN DES COCHETTES
38610 VENON

M. NOBILI

COUPE AA
EDL

Ech: 1/50°





CRÉDIT AGRICOLE
SUD RHÔNE ALPES

Payez contre ce chèque

dix mille euros

non négociable sauf au profit d'une banque ou d'un établissement assimilé

a Monteforte Construction

20/05/18

Payable en France 38

EYBENS

Tel: 04 76 28 95 54

MELLE VOSSIER LAURA

157 ANCIENNE ROUTE NAPOLEON

38320 BRIE ET ANNONNES

COFILMO

N° de compte

80650821000

N° du chèque 5790858

à rédiger exclusivement en euros

€10 000€

Fait à

Brie et Angonnes

Le

21.12.16

Signature

(96)

5790858 0038013908908 080650821000

Outlook

< choix richardson

Filtres

S

+

@

?

↩

SN

+ Nouveau courrier

Répondre

Supprimer

Archiver

Courrier indésirable

Déplacer vers

Catégoriser

Dossiers

Boîte de réc... 7252

Courrier indési... 75

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

RE: CHOIX RICHARDSON RENOVATION VILLA VENON

S

Stephen

Mar 31/10/2017 09:41

Construction G. MONTEFORTE

↩ ↶ → ...

Et voici les différents choix concernant le sanitaire, avec les modifications.

RDC :

- SDB :

RECEVEUR SQUARO INFINITY Sur mesure

Meuble Allia Prima 3548F.0 + vasque à poser Duravit Cape Cod 7262L.4

+ Miroir Crédence 3548G.8

+ Colonne 3548Y.4

mitigeur **

Toilettes (idem pour les 3 toilettes de la maison) Allia Prima+RimFree 35359.9 (avec abattant à fermeture ralentie)

Bâti support 5915G.8 DuoFresh

Plaque de chasse : compatible "duofresh" sigma 40 ref 5915L.9

Attention Handicapé pose des toilettes à une certaine hauteur + barre d'appui toilettes ARSIS 4441P.9

Sol de la douche : Receveur sur mesure (idem salle d'eau R+1 à voir plus tard)

Robinetterie de douche : Colonne Combi thermostatique murale : Hansgrohe 2891W.3

Siège de douche Pellet 2557G.8

Barre de soutien Pellet 2918Q.5

Sèche serviette Atlantic Nefertiti 1027Y.8 Blanc

R+1 :

- WC :

Lave main complet Roca Mini 6405A.6 + robinet mini hansgrohe focus 12846.2

Ensemble complet toilettes idem RDC

- Salle d'Eau :

Ensemble Roca Debba Meuble + Vasque + Miroir + Applique : 49913.7 mitigeurs **

Sèche serviette : Atlantic Nefertiti 1027Y.8 couleur marron foncé

Colonne de douche Jacob Delafon Strayt 3105N.0

Siège de douche Pellet 2557G.8

porte de douche la - chère : Roth Metropolitan 7922V.7

RECEVEUR SQUARO INFINITY Sur mesure

R+2 :

Meuble Allia Prima en 140cm 3548F.0 (le moins cher de tous) question : est il possible de l'avoir en double vasque? (si oui voir modèle plus bas*)

mitigeurs**

+ colonne 3548Y.4

+miroir en 140 basique si possible sinon 120 basique

SDB : Baignoire Allia Prima 190*90 Biplace 1709U.1

Combi mural Hansgrohe 2891W.3 - HANSGROHE ECOSTAT UNIVERSAL 53095.6 (robinetterie de baignoire)



Outlook

Construction G. MONTEFORTE X

Filtres

Nouveau courrier

Répondre Supprimer Archiver Courrier indésirable Déplacer vers Catégoriser

Dossiers

Re: Facture n° 04.05.07.2018 - Situation n° 22- Démarrage des façades

Boîte de réc... 7252

Courrier indési... 75

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

38410 SAINT MARTIN D'URIAGE
TEL: 09 82 60 26 92
constructiong.monteforte@gmail.com
www.constructiongmonteforte.fr



Le 6 juillet 2018 à 16:14, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Oui j'ai vu juste après ! Parfait j'espère que le chantier avance! Si vous le souhaitez je peux être disponible jeudi prochain 16h pour la réception de la fin installation plomberie sanitaire.

Cordialement

NS

From: Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Sent: Friday, July 6, 2018 4:09:49 PM

To: Stephen

Subject: Re: Facture n° 04.05.07.2018 - Situation n° 22- Démarrage des façades

Il est inclus la situation d'électricité dans mon calcul.

Cordialement,

Nicolas DREVET

06.98.48.25.12

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

La construction, sur mesure, à votre image.

136 Avenue des Thermes
38410 SAINT MARTIN D'URIAGE
TEL: 09 82 60 26 92
constructiong.monteforte@gmail.com
www.constructiongmonteforte.fr



Le 6 juillet 2018 à 16:02, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Bonjour. Le déblocage de la situation Elec est en cours. Si je ne m'abuse, il me reste à régler : fin des travaux VRD soit 7750.2 , achèvement chauffage sanitaire soit 15500.4, fin chape carrelage faïence soit 7750.2 et démarrage façade 15500.4 et fin façade soit 15500.4.

Soit au total 7750.2+15500.4+7750.2+15500.4+15500.4= 62001.6€. Quai-je oublié ?

Télécharger [Outlook pour Android](#)

From: Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Sent: Friday, July 6, 2018 3:51:37 PM

To: Stephen

Subject: Re: Facture n° 04.05.07.2018 - Situation n° 22- Démarrage des façades

Bonjour,

En effet la retenue est bien de 10 % soit 31 000.80 € TTC.

A ce jour il reste un montant total de **69 751.80 € TTC**, si nous déduisons les deux situations demandées (electricité et début facade : 7 750.20 + 15 500.40 = 23 250.60) il restera un montant de 69 751.80 - 23 250.60 = **46 501.20 € TTC**.

Il vous restera donc une situation de 15 500.40 € TTC à solder avant la retenue des 10 % de la réception.



ORIGINAL

M NOBILI Stephen et Mme VOSSIER
157 , Avenue route Napoléon

38320 BRIE ET ANGONNES

Eybens, le 20 décembre 2016

APPEL DE FONDS - FACTURE N°0120122016

RÉFÉRENCES CHANTIER : Rénovation d'une villa lieu dit « les Cochettes » à VENON

SITUATION N° 3 :

Etudes de faisabilité pour la réhabilitation d'une villa à Venon

MONTANT DES HONORAIRES HT	8 333.34€
TVA 20%	1 666.66€
MONTANT T.T.C	10 000.00€

Dix mille euros TTC

Palement à réception.

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor Hugo
38320 EYBENS
Port. 06 12 35 24 00
Siret 531 870 640 00012 - APE 7490 A

N°SIREN : 531 870 640 – N°SIRET : 531 870 640 000 12 – Code APE : 7490 A – Déclaration URSSAF U.38018749830

RCS 531 870 640 Grenoble – TVA Intracommunautaire : FR53531870640.

Assurance SMABTP contrat n°7306000/P2070A, n° de souscripteur 337823.

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

15, Rue Victor Hugo- 38320 EYBENS

Mobile : 06 12 35 24 00 FIXE : 09 82 46 57 03 E-mail : constructiong.monteforte@gmail.com



M NOBILI Stephen et Mme VOSSIER
157 , Avenue route Napoléon

38320 BRIE ET ANGONNES

Eybens, le 20 Décembre 2016

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

RÉFÉRENCES CHANTIER : Rénovation d'une villa lieu dit « les Cochettes » à VENON

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-joint l'appel de fond de l'études de faisabilité pour la rénovation de la Villa , que vous voudrez bien régler à l'ordre de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE par virement ou chèque dans les trois jours. (ci-joint notre RIB) .

Vous remerciant par avance.

SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor Hugo
38320 EYBENS
Port. 06 12 35 24 00
Siret 531 870 640 00012 - APE 7400 A

N°SIREN : 531 870 640 – N°SIRET : 531 870 640 000 12 – Code APE : 7490 A – Déclaration URSSAF U.38018749830

RCS 531 870 640 Grenoble – TVA intracommunautaire : FR53531870640.

Assurance SMABTP contrat n°7306000/P2070A, n° de souscripteur 337823.

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

15, Rue Victor Hugo- 38320 EYBENS

Mobile : 06 12 35 24 00 FIXE : 09 82 46 57 03 E-mail : constructiong.monteforte@gmail.com

**CAISSE D'ÉPARGNE****RHÔNE ALPES**

Cadre réservé au destinataire du relevé

--

Identification du compte pour une utilisation nationale

13825	00200	08007683739	44
<small>crédit</small>	<small>débit</small>	<small>n/compte</small>	<small>classe</small>

Domiciliation

CERA	(00200)	BIC CEPAFRPP382
------	---------	--------------------

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)

FR76	1382	5002	0008	0076	8373	944
------	------	------	------	------	------	-----

Intitulé du compte

CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15 RUE VICTOR HUGO
38320 EYBENS
EYBENS

0030360

PARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor Hugo
38320 EYBENS
Port. **06 12 35 24 00**
Siret 531 870 840 00012 - APE 7400 A



Mme VOSSIER
Mr NOBILI Stephen
157 Ancienne route Napoléon
38320 BRIE ET ANGONNES

Eybens, le 27 septembre 2018

Nos réf. : LT05092018

Objet : Règlements en direct des factures n° FA0059+FA0060 de la Ste 2MRI -Moussiessie – peintre.

Madame, Monsieur,

Nous avons pris en compte les règlements que vous avez effectué directement à la Ste 2MRI -Moussiessie – peintre, pour un montant total de 1 350 euros (mille trois cent cinquante euros).

Nous vous déduirons ce montant sur les prochaines situations que nous devons vous facturer.

Cordialement,

SARL CONSTRUCTION
G.MONTEFORTE

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE
15, rue Victor Hugo
38320 EYBENS
Port. 06 12 35 24 00
Siret 531 870 640 00012 - APE 7490 A

Outlook

< CM Construction G. MONTEFORTE X

Filtres



5N

+ Nouveau courrier

Répondre Supprimer Archiver Courrier indésirable Déplacer vers Catégoriser

Dossiers

Boîte de réc... 7252

Courrier indési... 75

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

Facture Etude faisabilité VENON

CM

Construction G. MONTEFORTE <constructiong.montefo
rte@gmail.com>

Mar 20/12/2016 17:16

Vous

« » ...

facture nobili vossier sit 3.pdf

795 Ko

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint l'appel de fonds situation 3 , pour la rénovation villa à Venon

A votre disposition

Cordialement

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

La construction, sur mesure, à votre image.

15 Rue Victor Hugo

38320 EYBENS

TEL: 09 82 46 57 03

constructiong.monteforte@gmail.comwww.constructiongmonteforte.fr

Re: devis concernant zingueries et couvertines**Construction G. MONTEFORTE** <constructiong.monteforte@gmail.com>

Lun 17/12/2018 10:25

À : Steph Nobili <stefn38@hotmail.fr>

BonjourStephen.

Pourquoi faire l'avocat?

Puisque ,nous t'avons dit OK pour les travaux de zingueries et couvertines.

Que l'on te paiera ,le plus tôt possible ,

Environ 5000 euros avec la cheminée .

8000 euros de pénalités de retard + 5000 euros

= 14000 euros , ca va ,non?

Cordialement.

Monteforte/ Drevet associés.

Le lun. 17 déc. 2018 à 10:00, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Bonjour. Je vois que comme d'habitude, vous n'êtes pas disposés à m'apporter de réponse convenable. Je laisse donc continuer mon avocat.

Cordialement, Nobili Stephen

Télécharger [Outlook pour Android](#)

From: Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>**Sent:** Sunday, December 16, 2018 6:52:04 PM**To:** Steph Nobili**Subject:** Re: devis concernant zingueries et couvertines

Bonsoir Stephen .

Je viens de prendre connaissance des devis (descentes et couvertines .) De cette entreprise , Cela me paraît correct , fait le faire vite .

Ça plus la cheminée,ca fait environ 5000 euros l'ensemble, que nous te rembourserons le plus tôt possible ,en fonction de notre trésorerie , debut 2019 ,si tout va bien .

Tu n'est pas sans savoir,que l'on traverse actuellement une situation tres difficile,suite à differends impayés et permis de construire en obtentions différées, suite à des vices cachés et autres motifs ,(recours , precommercialisation insuffisante,ect ...)

Cordialement.

Monteforte/Drevet associés .

Le dim. 16 déc. 2018 à 10:43, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Bonjour. Voici les devis d'une entreprise concernant les descentes d'eaux pluviales ainsi que des couvertines. Ces devis là ont été renégociés et le prix a été baissé si on leur prend les couvertines aussi. Que dois je faire car cela est URGENT. j'ai vu d'autres artisans beaucoup moins serieux qui proposaient 1700 euros juste pour les descentes.

Puis-je les engager contre un chèque du montant des 2 devis ?

Je vous rappelle que vous me devez aussi le remboursement de l'intervention du conduit de cheminée. Je suis disponible pour un rendez vous au plus vite pour clôturer mon dossier, je vous rappelle que je paie toujours 250 euros par mois d'intérêts intercalaires avec ma banque car je ne peux pas clôturer mon prêt : en effet les travaux n'étant pas terminés je ne peux pas

faire la Déclaration d'achèvement des travaux nécessaire à la clôture de celui ci. Je n'ai toujours pas les certificats de garantie décennale etc... Je vous demande donc pour la 3ème et dernière fois un rendez vous pour terminer tout ça et avoir mes papiers et mes remboursements au plus vite.

De plus, après l'intervention de 2 menuisiers, il apparaît être impossible de poser l'escalier car en plus d'être trop peu large, il manque de longueur. Que fais t ton avec cet escalier qui trône dans mon salon depuis 4 mois maintenant? Allez vous enfin vous décider à terminer mon chantier?

Télécharger [Outlook pour Android](#)

De : ARNOLDI TOITURES Piccarreta
Envoyé : jeudi 13 décembre à 16:56
Objet : devis
À : stefn38@hotmail.fr

Bonjour,

Veuillez trouver en pièce jointe de nouveau les devis modifié.
Si vous nous faite intervenir pour les deux prestations je peux vous faire un geste sur les descentes en zinc.

Merci de me tenir informé de la bonne réception de ce mail.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information !!!

Cordialement,
Mr Rémy PICCARRETA
Tél : 06 98 03 54 37

Garanti sans virus.

www.avast.com

Palement de la facture situation 3

Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Ven 23/12/2016 15:25

À : Steph Nobili <stefn38@hotmail.fr>

 1 pièces jointes (201 Ko)

cheq nobili.pdf;

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint votre copie de chèque, d'un montant de 10 000 € .

Bonnes fêtes de fin d'années.

Cordialement

SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE

La construction, sur mesure, à votre image.

15 Rue Victor Hugo

38320 EYBENS

TEL: 09 82 46 57 03

constructiong.monteforte@gmail.com

www.constructiongmonteforte.fr



Re: Paiement du conduit de cheminée

Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Jeu 29/11/2018 10:12

À : Steph Nobili <stefn38@hotmail.fr>

Bonjour Stephen .

Je te remercie pour cette solution, car nous sommes actuellement en difficultés de trésorerie , je suis en train d essayer de trouver des crédits et des partenaires pour redresser la situation, de plus des problèmes de santé viennent s ajouter aux problèmes financiers.

Mais on va s en sortir,en hypothéquant ma maison à plus de 65ans et demi ,avec encore deux enfants à charge (11 et 12 ans).

Cordialement.

MONTEFORTE/DREVET.

Le jeu. 29 nov. 2018 à 09:55, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Bonjour. Comme convenu, voici la copie de la facture du conduit de cheminée ainsi que le règlement par chèque.

En effet, mon cheministe souhaite travailler uniquement avec des particuliers, c'est pourquoi je l'ai réglé en direct, suite a votre message texte m'indiquant de valider avec lui.

J'attends donc remboursement de votre part au plus vite.

Cordialement, Nobili Stephen

Outlook

Construction G. MONTEFORTE X

Filtres

S

+

?

←

→

SN

+ Nouveau courrier

Répondre

Supprimer

Archiver

Courrier indésirable

Déplacer vers

Catégoriser

Dossiers

Boîte de réc... 7252

Courrier indési... 75

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

Ref : Plans EDL - Villa VENON

CM

Construction G. MONTEFORTE <constructiong.montefo
rte@gmail.com>

Mer 28/12/2016 17:11

Vous

↩ ↶ → ...

20161228_VENON_PLANS ED...

3 Mo

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint les plans d'état des lieux du projet.

Bonne réception,

Joyeuses fêtes de fin d'année.

Cordialement,

Nicolas DREVET**06.98.48.25.12****SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE**

La construction, sur mesure, à votre image.

15 Rue Victor Hugo

38320 EYBENS

TEL: 09 82 46 57 03

constructiong.monteforte@gmail.comwww.constructiongmonteforte.fr



Construction G. MONTEFORTE X

Filtres



+ Nouveau courrier

Répondre

Supprimer

Archiver

Courrier indésirable

Déplacer vers

Catégoriser

Dossiers

Boîte de réc... 7252

Courrier indési... 75

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

Fwd: Modifications Nobilli

① Vous y avez répondu le Jeu 19/01/2017 15:56

CM

Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Lun 16/01/2017 17:08

Vous

↶ ↷ → ...

R+2-170116.pdf

400 Ko

RDC-170116.pdf

387 Ko

2 pièces jointes (787 Ko) Télécharger tout Tout enregistrer dans OneDrive

Bonjour,

Suite à la réunion que vous avez eu avec M.MONTEFORTE, vous trouverez ci-joint la réponse des architectes concernant les modifications évoqués.

Pour toutes questions concernant cette réponse veuillez prendre contact avec nous soit par téléphone, soit par mail.

Cordialement,

Nicolas DREVET**06.98.48.25.12****SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE**

La construction, sur mesure, à votre image.

15 Rue Victor Hugo

38320 EYBENS

TEL: 09 82 46 57 03

constructiong.monteforte@gmail.comwww.constructiongmonteforte.fr

----- Message transféré -----

De : **AASV CELINE** <celine@viret-architecte.fr>

Date : 16 janvier 2017 à 11:25

Objet : Modifications Nobilli

À : constructiong.monteforte@gmail.com

Bonsoir,

Après analyse des demandes de modifications transmises vendredi, nous avons de nombreux questionnements et remarques :

1. RDC

Il n'est pas possible d'aligner sur la façade Nord 2 chambres + 1 sdb. Nous pouvons en revanche effectivement positionner les 2 chambres et garder la sdb à l'emplacement initial. Ci-jointe une nouvelle proposition d'aménagement. Nous n'avons pas prolonger le dgt nuit jusqu'à la porte donnant sur le garage, afin de ne pas réduire l'espace de vie, et permettant d'avoir un cellier/LT correct.

2. R+1

Nous avons noté que l'escalier et balcon Est sont supprimés au profit d'un escalier à l'angle de la terrasse. L'entrée se fait-elle du coup par l'une des porte-fenêtres directement dans la cuisine ?? donc pas d'entrée ??? Par ailleurs, le LT s'il fait aussi office de buanderie, de cellier et de rangement d'entrée, est trop petit. En revanche, le séjour/cuisine est immense (80m²). Enfin, la chambre d'amis donne sur la butte... Il est par ailleurs impossible de positionner une suite parentale en R+2 de surface adéquate, d'où notre proposition de la mettre en R+1.



Outlook

← chèque

Éléments envoyés

+ Nouveau courrier

↳ Répondre

🗑 Supprimer

📁 Archiver

🚫 Courrier indésirable

📁 Déplacer vers

🏷 Catégoriser

Dossiers

Boîte de réc... 7250

Courrier indési... 76

Brouillons 41

Éléments envoyés

Éléments supprimés

Archive

Historique des co...

identifiants

Notes

Unwanted

Nouveau dossier

Groupes

Nouveau groupe

Factures Conduit de cheminée, Lapeyre, Zingueries

Stephen

Jeu 14/02/2019 14:50

Construction G. MONTEFORTE

Facture Conduit cheminée00...
237 KoFacture Lapeyre001.pdf
684 Ko

3 pièces jointes (1 Mo) Télécharger tout Tout enregistrer dans OneDrive

Bonjour. Comme convenu lors de nos précédents échanges, j'ai fait réaliser les travaux de création du conduit de cheminée, ainsi que les travaux de zingueries qui étaient urgents. Je vous envoie en pièce jointe les factures réglées par mes soins, et j'attends de votre part le remboursement intégral de celles ci. Vous m'aviez certifié lors de votre mail du 16 décembre 2018 que vous me rembourseriez début 2019, nous y sommes.

De plus, je vous joins la facture Lapeyre (escalier) dont j'ai été contraint à régler le solde à livraison (toujours pas posé depuis 5 mois) soit 1629,70 €, comme demandé lors de votre courrier du 28 Septembre 2018.

J'attends donc de votre part les avenants de moins value.

Bonne journée.

NOBILI Stephen

From: Construction G. MONTEFORTE <constructiong.monteforte@gmail.com>

Sent: Sunday, December 16, 2018 6:52:04 PM

To: Steph Nobili

Subject: Re: devis concernant zingueries et couvertines

Bonsoir Stephen .

Je viens de prendre connaissance des devis (descentes et couvertines .) De cette entreprise , Cela me parait correct , fait le faire vite .

Ça plus la cheminée,ca fait environ 5000 euros l ensemble, que nous te rembourserons le plus tôt possible ,en fonction de notre trésorie , debut 2019 ,si tout va bien .

Tu n est pas sans savoir,que l on traverse actuellement une situation tres difficile,suite à differends impayés et permis de construire en obtentions différées, suite à des vices cachés et autres motifs ,(recours , precommercialisation insuffisante,ect ...)

Cordialement.

Monteforte/Drevet associés .

Le dim. 16 déc. 2018 à 10:43, Stephen <stefn38@hotmail.fr> a écrit :

Bonjour. Voici les devis d'une entreprise concernant les descentes d'eaux pluviales ainsi que des couvertines. Ces devis là ont été renégociés et le prix à été baissé si on leur prend les couvertines aussi. Que dois je faire car cela est URGENT. j'ai vu d'autres artisans beaucoup moins sérieux qui proposaient 1700 euros juste pour les descentes.

Puis-je les engager contre un chèque du montant des 2 devis ?

Je vous rappelle que vous me devez aussi le remboursement de l'intervention du conduit de cheminée. Je suis disponible pour un rendez vous au plus vite pour clôturer mon dossier, je vous rappelle que je paie toujours 250 euros par mois d'intérêts intercalaires avec ma banque car je ne peux pas clôturer mon prêt : en effet les travaux n'étant pas terminés je ne peux pas faire la Déclaration d'achèvement des travaux nécessaire à la clôture de celui ci. Je n'ai toujours pas les certificats de garantie décennale etc... Je vous demande donc pour la 3ème et dernière fois un rendez vous pour terminer tout ça et avoir mes papiers et mes remboursements au plus vite.

De plus, après l intervention de 2 menuisiers, il apparaît être impossible de poser l'escalier car en plus d'être trop peu large, il manque de longueur. Que fais t ton avec cet escalier qui trône dans mon salon depuis 4 mois maintenant? Allez vous enfin vous décider à terminer mon chantier?

Télécharger Outlook pour Android

De : ARNOLDI TOITURES Piccarreta

Envoyé : jeudi 13 décembre à 16:56

Objet : devis

À : stefn38@hotmail.fr

